

3

CONSIDERATIONS

GÉNÉRALES

SUR LE PROCÈS INTENTE

A W. HASTINGS.

8

CONSIDÉRATIONS³ GÉNÉRALES

SUR LE PROCÈS INTENTÉ

A W. HASTINGS, *K*

*Écuyer , ancien Gouverneur - Général du
Bengale.*



A L O N D R E S ,

Et se trouve à PARIS,

Chez BUISSON , Libraire , rue des Poitevins ,
hôtel de Mesgrigny.

M. DCC. LXXXVIII.

CONSIDERATIONS

GENERAL

OF THE

A. W. HASTINGS

OF THE
OF THE



A LONDON

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

OF THE

DISCOURS

PRÉLIMINAIRE

DU TRADUCTEUR.

CE n'est point pour augmenter le nombre infini des pamphlets Anglais dont les Libraires nous accablent journellement , qu'on publie cet Ouvrage. Assez de manifestes de parti , assez d'histoires anonymes , assez de faussetés intitulées *Relations fidèles et impartiales* , ont occupé jusqu'ici la plume des Traducteurs peu en garde contre les motifs qui inspirèrent leurs originaux. Dans une contestation aussi solennelle que celle dont *M. Hastings* est maintenant l'objet , la diversité des rapports et celle des opinions , le choc violent des intérêts , l'impétuosité des passions en mouvement , enfin , la multitude de faces sous lesquelles on peut considérer l'administration de cet Accusé , sont autant de leçons de prudence pour l'observateur , autant de pièges pour des Ecrivains inconsidérés. *M. Hastings* a eu des Apologistes non moins ardens que ses Accusateurs ;

mais la véhémence de ces derniers , opposée à la discussion moins oratoire des réfutations , leur a mérité la préférence des Traducteurs , et pas une des défenses en faveur du Vice-Gérant de Bengale , n'est encore passée dans notre langue. (a)

En attendant, ce qui n'est pas prochain, que la Cour des Pairs de la Grande-Bretagne porte sentence définitive , nous réparerons l'injure de cette partialité , en publiant ces *Considérations*. L'Original Anglais de cet Ecrit a paru à Londres , à l'ouverture du procès , sous le titre de *Review of the principal Charges against W. Hastings*. Au talent d'un style rapide , clair et énergique , l'Auteur joint la connaissance réfléchie , non - seulement des derniers événemens de l'Inde ; mais de son histoire et de son gouvernement. Il a rassemblé en peu de mots sur la politique et sur la situation de cette contrée , des vues générales

(a) Il faut en excepter les *Mémoires relatifs à l'état de l'Inde* , qu'a très-bien traduits M. de la Montagne , d'après le conseil de M. le Chevalier de Pougens ; mais ces Mémoires rédigés par M. *Hastings* pendant son retour en Angleterre , sont plutôt un traité des Intérêts de la Compagnie dans le Bengale , qu'une apologie directe de son Gouverneur-Général.

et des observations profondes qui séparent cet Ouvrage de la foule des plaidoyers polémiques , et qui en rendent la lecture instructive pour toutes les Nations. Sans vouloir séduire d'avance le jugement de nos lecteurs , il suffira au dessein de fixer leur attention , de leur apprendre que cet Ecrit a subi une espèce de persécution : il a paru si redoutable aux yeux des Chefs de l'opposition , que M. Fox , l'homme du peuple et de la liberté , en a demandé formellement la suppression, sous prétexte qu'il était despectueux à la Chambre des Communes ; dans un pays où le mépris public , encore plus que la loi , accorde l'impunité à tous les excès de la presse , cette Chambre a décidé , qu'en effet , ce n'était point ici un ouvrage à dédaigner : la vente publique en a été interdite ; le lecteur jugera du degré auquel il était digne de cette exception (a).

Pour en faciliter l'intelligence , nous devons nous permettre certains développemens préli-

(a) L'Auteur du *Monthly Review* , Ecrivain sage , impartial , et plutôt anti-ministériel , avoue dans son Journal du mois de Février , que les ennemis de M Hastings auront la plus grande peine à réfuter une défense aussi vigoureuse.

minaires , en présentant , d'abord , quelques notions historiques sur la personne de M. *Hastings* , et en rapprochant ensuite le tableau de son administration de celui de l'Indostan sous ses prédécesseurs : nous finirons par examiner les suites politiques que doit entraîner cette poursuite éclatante , ainsi que l'intérêt qui peut en résulter pour les puissances de l'Europe , auxquelles le sort de l'Inde n'est pas étranger.

Aucun de ces trois objets n'a encore été envisagé ; il est plus commode de répéter des invectives , des déclamations , des fables de parti ; il est plus simple , en bâtissant un système de réflexions sur un système de faussetés , de condamner arbitrairement un Administrateur célèbre , par la sentence d'un des scélérats que *Corneille* a mis sur la scène ,

C'est un crime d'Etat que pouvoir en commettre.

M. *Hastings* n'est point de l'illustre et ancienne Maison de ce nom , dont Mylord Comte d'*Huntingdon* est aujourd'hui le Chef. Il descend d'une très-ancienne et respectable famille de Darlsford dans le Comté de Worcester , où ses ancêtres possédaient une terre. Né en 1730 , son éducation au Collège de

Westminster fut très-soignée , et de bonne heure , on découvrit en lui le germe des talens qu'il a déployés depuis. En 1750 , il fut nommé Ecrivain au service de la Compagnie dans le Bengale , emploi qui sert d'apprentissage aux jeunes-gens de famille ; peu-à-près son arrivée , il porta son application à l'étude du Persan et de la langue des Hindous : il y fit des progrès assez rapides pour être choisi comme le Directeur convenable d'une factorerie , dont on projetait l'établissement dans les parties intérieures du Bengale , où les Européens n'avaient pas encore pénétré. Quoique cette entreprise de la Compagnie restât sans succès , *M. Hastings* se concilia tellement l'estime des Naturels , qu'ayant été fait prisonnier par les troupes de *Surajah - Dowla* , Soubah de Bengale , il fut traité avec des marques signalées de respect et d'humanité ; contraste remarquable : car , à cette époque , tous les Anglais résidens au Bengale éprouvèrent du Soubah les raffinemens de la vengeance la plus cruelle.

Bientôt le sort des armes changea ; *Surajah - Dowla* , qui avait juré la destruction des Anglais , donna à l'Indostan un nouvel exemple des vicissitudes de cette Contrée ; du plus

haut période de prospérité , il tomba dans la misère la plus abjecte , fut défait , détrôné , trahi et assassiné par son successeur *Méer-Jaffier* , instrument du Colonel , depuis Lord *Clive*. Il devint nécessaire d'avoir un Résident auprès du Soubah qu'on venait de créer les armes à la main , et *Clive* , dont le discernement ne se méprenait pas sur le choix de ses employés , nomma *M. Hastings* à cet important office. Pendant sa gestion , le nouveau Résident remporta l'approbation générale , et revint en Angleterre en 1765 avec une fortune très-modique. En 1769 , il fut nommé second Membre du Conseil de Madras , où il séjourna jusqu'en février 1772 , époque où il retourna dans le Bengale , investi par les Directeurs du pouvoir de Gouverneur.

La détresse de la Compagnie était au degré le plus allarmant ; personne n'ignore les désordres auxquels ses affaires-étaient alors livrées et dans l'Inde et en Angleterre. La voix universelle implorait un Restaurateur , et cette voix unanime nomma le Gouverneur *Hastings*.

Formée au sein d'une paix profonde , la dette de la Compagnie au Bengale s'élevait à deux cent *laks* , (50 millions tournois ;) les énormes fortunes rapportées en Angleterre par *Clive* et quelques-uns de ses Associés ,

les remises d'argent non moins énormes faites en cargaisons à la Compagnie , en espèces , à Bombay , à Madras , à la Chine , avoient épuisé le numéraire du Bengale ; tout crédit était perdu , la famine de 1770 venait d'emporter un tiers des Habitans ; le poids entier de cette calamité , et la dépense d'en réparer les ravages retombaient sur le nouvel Administrateur ; c'est dans ces circonstances désastreuses que M. *Hastings* arriva à Calcutta.

En moins de deux ans , les affaires prirent une nouvelle face ; l'esprit d'économie fut porté dans tous les départemens civils et militaires ; cent abus furent attaqués ; les réformes succédèrent aux précédentes profusions ; le crédit se ranima ainsi que le commerce et l'agriculture ; les vaisseaux reçurent des chargemens plus abondans , et telle fut l'efficacité de ce régime , que la Compagnie parvint à soulever le poids dont elle était accablée : cette restauration eut été plus rapide encore , si l'autorité du Gouverneur avait été moins limitée , et si ses constituans , forcés de recourir à l'assistance même du Parlement , eussent été moins pressés de jouir des ressources , à peine créées , qu'ils devaient à l'intelligente activité de M. *Hastings*. Tandis que d'une part il élevait avec des ruines un édifice de

prospérité ; tandis qu'il soutenait par des secours de tout genre les débris d'une population que la famine avait dévastée , et qu'il en prévenait le retour par l'établissement des greniers publics, de l'autre il consolidait avec le Nabab d'Oude une alliance, dont les effets ont probablement sauvé par la suite les établissemens anglais; il ouvrait une communication infiniment avantageuse entre le Bengale et le Thibet, et un Ambassadeur Britannique traitait utilement avec le Grand Lama ; enfin , ses encouragemens , sa dextérité , son zèle , amenaient les Beys d'Egypte à cette fameuse convention qui facilita le passage des marchandises de l'Inde Anglaise par l'Isthme de Suez , convention dont le succès eut été plus durable , sans l'anarchie à laquelle l'Egypte a été livrée.

Ce dernier traité, préparé depuis deux ans, fut conclu le 7 mars 1775 ; mais , antérieurement , la scène était déjà changée à Calcutta, et de ce changement datent l'origine , comme la véritable cause du procès actuel.

L'abîme creusé par les Agens de la Compagnie avant l'arrivée de *M. Hastings* , et qu'il comblait rapidement, avait frappé l'attention du Ministère et du Parlement ; l'un et l'autre en 1773 prescrivirent de nouvelles formes à une administration si justement blâmée.

mée ; mais , cette intervention , dirigée par un Gouvernement éloigné qui ne peut avoir que des idées fausses ou confuses , des abus et de leurs vrais remèdes , ne servit qu'à porter de Londres à Calcutta un esprit incendiaire de faction. On décora M. *Hastings* , il est vrai , du titre pompeux de Gouverneur-Général ; l'influence du Conseil Suprême de Bengale fut étendue à tous les établissemens de la Compagnie ; mais celle du Chef perdit toute énergie par la dépendance où on le mit de ce Conseil composé de cinq Membres , par des réglemens vagues , uniquement propres à accroître les difficultés et à nourrir la discorde , par des instructions dont le pire inconvénient étoit de mettre l'administration dans l'indispensable nécessité d'y désobéir , au premier instant de danger.

A la vue de cette nouvelle législation , M. *Hastings* balança s'il garderait ou résignerait son poste ; il prévoyait le sort qui l'attendait. Si les Antagonistes qu'on lui envoya d'Europe , en qualité de Collègues , eussent mis quelque mesure dans les atteintes subites qu'ils portèrent à son crédit , à son honneur , à ses opérations , sa démission eut suivi le nouveau système adopté par la Métropole. Mais vouloir lui arracher sa place , en décriant à la

fois ses vues et sa personne , c'était le forcer à la defendre.

Le trésor de Calcutta étoit sorti de son épuisement , les fabriques fleurissaient , le trafic intérieur avait été délivré d'une foule de gênes , de privilèges , de restrictions impolitiques ; le commerce au dehors s'élevait à une prospérité jusqu'alors inconnue dans le Bengale depuis l'arrivée des Anglais , lorsque le 19 octobre 1774 , débarquèrent à Calcutta le Général *Clavering* , le Colonel *Monson* et *M. Francis*.

Ils devaient former le Conseil suprême de Bengale , conjointement avec *M. Hastings* et *M. Barwell*. Nul de ces trois nouveaux Membres privés de l'expérience du service public , n'avait occupé d'emploi dans aucun des départemens de la Compagnie ; l'Inde , sa langue , ses rapports politiques leur étaient étrangers : dans cette obscurité , les lumières acquises à Londres , et les instructions de leur Constituans formaient leur seul flambeau. Pour évaluer le secours de ces instructions générales , il suffit de rappeler la réponse de la *Bourdonnais* à un des Directeurs Français qui lui demandait comment il avait mieux fait ses affaires que celles de la Compagnie ; *c'est , répliqua-t-il , parce que j'ai suivi vos ordres*

dans tout ce qui vous regarde , et que je n'ai écouté que mon génie dans le soin de mes intérêts.

Nonobstant cette inexpérience , les nouveaux venus s'annoncèrent comme les Dictateurs du Conseil. Soit par l'effet des préventions , soit dans des vues personnelles , soit par un amour de domination , ce Triumvirat décida que lui seul devait régner. Dès la seconde séance , *M. Hastings* fut l'objet de l'outrage le plus sanglant ; sès services notoires , son expérience passée , sa place même semblaient lui mériter quelque déférence ; on lui manqua même des égards que dicte la civilité. Une opiniâtre et systématique opposition se déclara contre lui avec la violence la plus inconsidérée : il eut à combattre cette majorité , non comme des Coopérateurs dont les avis pouvaient l'éclairer , mais comme des rivaux déterminés à abattre son autorité ; ce ne fut plus un choc d'opinions , mais d'inimitiés furieuses ; toute décence fut oubliée ; toute proposition de *M. Hastings* , secondé de *M. Barwell* seulement , rejetée dans ce Conseil , où la pluralité faisoit la loi. On vit alors l'Inde Anglaise gouvernée par un Administrateur en chef sans influence délibérative , et par une faction prépondérante qui en faisoit l'exécu-

teur forcé de ses décisions. Ces fatales contentions ne furent même pas ensevelies dans le secret des délibérations ; en les faisant éclater dans le Bengale entier , on acheva d'énervier le respect des subalternes , la confiance des Alliés , la soumission des Tributaires. Hautement, le Triumvirat proclama la déposition prochaine de M. *Hastings* et l'avénement du Général *Clavering* à la Présidence. Ces bruits artificieux furent semés dans les différentes Cours de l'Inde ; les Résidens de la Compagnie auprès de ces Cours , devinrent les Agens de la Majorité ; les ordres du Gouverneur-Général perdirent leur crédit ; tout respect pour sa place fut anéanti au point que *Cheytsing*, ce Raja de Benarès , ce Tributaire dépendant qui devait tout à M. *Hastings* , et dont il est tant question dans la procédure actuelle, envoya une députation au Général *Clavering* pour le féliciter de sa future promotion. Ce trait suffit à peindre l'insubordination et l'anarchie que ces divisions avaient introduites dans les établissemens de Bengale ; les affaires publiques restaient suspendues ; les Employés de la Compagnie , ses sujets , ses Conseils Provinciaux se partagèrent et se déchiraient comme celui de Calcutta. Si la guerre fut survenue au milieu de cette discorde

intestine, elle aurait eu des suites incalculables.

La différence d'opinions, le desir de prévaloir, l'orgueil offensé, peuvent aigrir les disputes, et allumer plus ou moins de mésintelligence entre les membres d'une même administration; mais la haine seule, et l'ambition la plus furieuse inspirent les excès auxquels on s'emporta. Les antagonistes de *M. Hastings* élevèrent contre lui une espèce d'inquisition publique. Sous l'égide de leur protection, on vit les délateurs les plus infâmes, les hommes les plus décriés dans l'Inde entière, tels que ce *Nunducomar*, aujourd'hui présenté à l'Europe comme un martyr de la vertu (a), appelés, encouragés, admis en qualité d'accusateurs contre le Chef du gouvernement; ce Chef, dont jusqu'alors la réputation avait eu le sceau de l'estime générale, traduit en jugement par ses Collègues, pour répondre à des calomnies insensées sur des faits antérieurs de plusieurs années, et livré à une diffamation publique, sans respect pour sa dignité, pour le sceptre du commandement qui lui était confié, pour la Cour même des Directeurs.

(a) Voyez les Notes et Eclaircissemens à la fin de l'ouvrage.

La prudence et la fermeté de M. *Hastings* déconcertèrent toutes ces attaques. Il soumit sa conduite à l'examen de la Direction; elle rejetta ce monstrueux amas de faussetés, et sans remédier aux intrigues qui troublaient ses possessions, elle conserva à M. *Hastings* la place dont ses ennemis se croyaient sûrs.

Il est à remarquer que la seule violation manifeste de traités, la seule extorsion bien caractérisée que présente le période de l'administration de M. *Hastings*, fut l'ouvrage de ce funeste Triumvirat. En 1773, le Gouverneur-Général avait conclu un traité solennel et mûrement pesé, avec le Nabab d'Oude, *Sujah-ul-Dowla*. On lui céda les Provinces de Corah et d'Allahabad; on régla le subsidé qu'il payerait pour l'entretien d'une brigade anglaise qui devait servir conjointement avec ses troupes, et on lui conserva son entière indépendance. A peine ce Visir de l'Empire eut-il fermé les yeux en 1775, que sous prétexte qu'aucun traité n'était obligatoire envers son fils, et malgré la plus forte opposition de M. *Hastings* et de M. *Barwell*, la triomphante Majorité du Conseil rompit cet engagement sacré, se fit céder la souveraineté de Benarès par le jeune Nabab d'Oude, et en le dépouillant ainsi

d'une partie de ses ressources, lui imposa encore un subside additionnel de quinze cens mille livres de France par an. *M. Hastings* se récria vainement contre cette infidélité; vainement prophétisa-t-il qu'en faisant ainsi du Nabab une espèce de vassal écrasé, le fardeau de ses embarras retomberait sur la Compagnie; qu'il serait forcé à s'endetter envers elle, et à commettre des exactions pour s'acquiter. Toutes ces craintes se sont vérifiées, et ce fut le poids même de cette dette, dont les besoins du Gouvernement de Bengale nécessitaient le recouvrement, qui en 1781, décida le débiteur à reprendre les trésors dont sa mère s'était emparée : ainsi tout le blâme de cet acte retombe sur les violateurs du traité de 1773; eux seuls devraient en répondre au Tribunal devant lequel ils ont trainé *M. Hastings*.

La mort du Colonel *Monson*, ensuite celle du Général *Clavering* en 1777, rendirent au Gouverneur de Bengale son autorité, sans remettre l'harmonie dans le Conseil. *M. Francis* restait seul héritier des espérances de ses deux associés; ses amis publièrent de toutes parts, qu'avant peu de mois, il succéderait à *M. Hastings*. On donna la certitude de cette disgrâce aux Cours alliées, et aux

Tributaires de la Compagnie. En Janvier 1779, le Major *Baggs*, parent de *M. Francis*, arriva à Calcutta, et assura que, suivant le rapport du Général *Coote* qu'il avait vu au Cap de Bonne-Espérance, *M. Francis* était nommé au Gouvernement-Général. Ces illusions furent de courte durée, mais leur effet n'en fut pas moins pernicieux. Publier avec aussi peu de réserve la destitution imminente du Chef de l'Administration, et son remplacement par le contradicteur acharné de toutes ses mesures, c'était exhorter les serviteurs de la Compagnie à mépriser les ordres d'un Gouverneur chancelant, les alliés à la défiance de ses négociations, les Tributaires à la révolte. Aussi le Raja de *Benarès*, à la demande que lui fit *M. Hastings* de concourir, comme vassal, aux dépenses de la guerre, se garda bien d'obéir; son Agent à Calcutta lui manda qu'incessamment *M. Francis* allait monter sur le trône, et qu'il n'eût pas la sottise de redouter le fantôme de Gouverneur, dont la chute paraissait immédiate. De ces insinuations, de ces intrigues, dérivèrent la résistance du Raja, sa soumission apparente et ses refus réels, ses délais affectés, son châtimement et la révolution qui en fut la suite. C'est donc encore aux adversaires de

de *M. Hastings* qu'il faut imputer ces évènements, devenus contre lui un des principaux chefs d'accusation.

Le Parlement l'ayant confirmé dans sa place, les projets de *M. Francis* furent trompés; il se radoucit, et se rapprocha de son antagoniste; un médiateur ménagea entre eux une conciliation en 1780; mais une nouvelle querelle survint; un duel en fut la suite; *M. Francis* blessé, déchu de son crédit et de ses espérances, repassa en Europe trois mois après.

Ici commence le déluge d'imputations, d'écrits anonymes, de pamphlets diffamatoires dont *M. Hastings* a été l'objet sans intervalle jusqu'à ce jour. Pendant qu'il sauvait les établissemens anglais du péril le plus imminent par des efforts encore sans exemple, on machinait sa ruine à Londres. Les deux partis qui divisent le Parlement, n'avaient point perdu de vue le projet de subordonner plus étroitement la Compagnie au Gouvernement. Pour l'exécuter, il fallait composer d'abord un tableau des malversations, des violences, des désordres qui avaient souillé l'administration de l'Inde; mais comme on ne pouvait étendre le cadre au-delà de 1772, époque où le Parlement

changea le régime de cette administration, il était nécessaire que celle de *M. Hastings* servit de toile aux Peintres. Une fois, les horreurs vraies ou supposées dont on chargerait le canevas, présentées dans tout leur développement, la nécessité de gouverner l'Inde en Europe devenait indisputable; delà des revenus immenses, un patronage illimité, des faveurs sans nombre, et une foule de créatures à la disposition de l'heureux parti qui dominerait dans le Ministère, ou dans les Communes. Ceux qui ont observé les gradations sinueuses de cette politique, jusqu'à l'exécution ouverte de ses desseins sous le ministère de *M. Fox*, et jusqu'au dernier bill que *M. Pitt* vient d'arracher au Parlement, y trouveront la base du procès actuel. Les deux partis ont été d'accord toutes les fois qu'il a fallu rechercher les torts de la Compagnie et de ses Administrateurs; ils ne se sont divisés que sur l'adjudication de ses dépouilles.

Sans doute il s'était commis dans l'Inde des actions hautement criminelles, et restées impunies; sans doute de grandes réformes étaient nécessitées par de grands abus; un régime plus ferme, une politique moins variable, une justice plus sévère contre les

prévaricateurs , devaient bannir l'influence corruptrice des autorités particulières et illégales , et en fixant la sécurité des sujets , comme celle des alliés de la Compagnie , raffermir l'édifice de sa puissance. M. *Hastings* lui-même avait conçu un grand système de changemens ; il en exécuta quelques-uns , la plupart même ont été depuis adoptés ; mais certainement ce n'était pas là le but secret des enquêtes , des comités , des débats , des harangues , des procédures. Ce serait bien peu connaître les hommes , les ambitieux et les factions , que d'attribuer à leur patriotisme , ou à leur philanthropie , des mesures auxquelles on voit l'intérêt personnel si intimement lié. De ce fracas parlementaire , il n'est pas résulté le remboursement d'une roupie aux Indiens , ni la restitution d'une seule conquête injuste : quant à la domination sur ces contrées , et à la régie de leurs trésors , chacun s'est montré avide de s'en emparer.

Le premier effet de la politique que nous venons de dévoiler , fut la formation de deux comités inquisiteurs vers la fin de 1781 , l'un composé de membres de l'opposition , et l'autre ministériel. Leur résultat en 1782 fut à peu - près le même ; tous deux recom-

mandèrent une réforme capitale dans l'administration de l'Inde, et le rappel de ses régisseurs. Le Comité de l'Opposition, très-bien nommé Comité *choisi*, recueillit en plusieurs volumes in-folio les rapports et les calomnies débitées contre M. *Hastings*; ces recueils furent les archives du futur *impeachment*.

Dès que le parti de *Rockingham*, autrement de l'Opposition, se vit maître du Gouvernement, en 1782, il demanda le rappel de M. *Hastings*; 428 Actionnaires de la Compagnie contre 75, exigèrent sa confirmation. M. *Fox* préparait alors ce fameux bill de l'Inde, qui devait consommer le projet dont nous avons parlé, et qui finit par renverser son auteur. Durant les violentes scènes de cette époque, M. *Hastings* instruit des délibérations du Comité, des accusations dont il était l'objet, de ce vote de rappel cassé, il est vrai, par l'assemblée des Actionnaires, travaillait à réparer les suites de la guerre, et à consolider un système d'économie publique, suivi jusqu'à ce jour. Il avait marqué sa plus expresse désapprobation du bill de M. *Fox*. Pendant qu'on l'accablait à Londres de libelles, le fils de l'Empereur du Mogol venait se jeter entre ses bras, et invoquer sa protection contre

les oppresseurs de son père. En Février 1785, il s'embarqua à Calcutta, et arriva à Londres le 5 Juin suivant.

Absorbés l'année précédente dans les intrigues et les débats qui précédèrent et suivirent leur déplacement, les accusateurs actuels de M. *Hastings* laissèrent dormir leur vengeance; elle acquit cependant un nouveau motif, par l'influence qu'eurent l'opinion connue de ce Gouverneur, son crédit et ses amis sur la rejection du bill de M. *Fox*. Le cri public était alors contraire à d'ultérieures persécutions; le Gouvernement et la Compagnie avaient également accueilli M. *Hastings*; le Chef de la Magistrature avait déclaré dans la Chambre des Lords, que tous les rapports du Comité choisi équivalaient aux fables de Robinson Crusoë. Les ennemis de l'ex-Gouverneur s'étaient même décriés jusqu'au ridicule, par leurs sinistres prophéties sur les évènements de l'Inde. M. *Francis* avait déclaré impossible en 1784 la paix dans l'Inde, et la paix s'était faite glorieusement; la dette du Nabab d'Oude était acquittée à l'instant où M. *Fox* en avait annoncé le recouvrement impossible; les finances de la Compagnie, qui selon eux, étaient irrémédiablement ruinées, se trou-

vaient solidement rétablies, comme M. *Dundas* en donna depuis la démonstration au Parlement.

Mais des bords du Gange, M. *Hastings* avait sommé ses accusateurs de justifier leurs imputations; il s'était offert à leurs coups par des défis réitérés; ses amis avaient répété au Parlement ces très-légitimes provocations; lui-même était accouru au-devant de leurs poignards, et par sa persévérance à les braver, il leur imposa, sous peine d'infamie, le devoir de revêtir le caractère d'accusateurs publics. M. *Burke* s'en chargea le 4 Avril 1786; les évènements qui suivent sont de notoriété publique.

Tandis que M. *Hastings* emportait l'estime et les regrets de l'Inde entière, la reconnaissance de l'armée, l'attachement de ses coopérateurs, la confiance des alliés, ses ennemis le peignaient en Angleterre sous les traits les plus affreux. Chacune de leurs harangues, chaque gazette à leur solde, grossit par degrés la charge de ce portrait, dont l'extravagante noirceur détruisait même l'illusion. Opposons la vérité à ce pinceau cruel manié par la fureur.

M. *Hastings* a toujours été exclusivement dominé par deux passions, l'amour de la

gloire et celle de sa patrie. Ce zèle pour les intérêts de l'Angleterre , fut chez lui une espèce de fanatisme qui lui fit braver tous les dangers, surmonter les obstacles, sacrifier même le soin de sa propre sûreté. Dans ce délire d'un grand cœur, loin de soupçonner qu'un jour viendrait où l'on convertirait en crimes, son imprudent abandon au service public, où l'on opposerait des devoirs de forme à des succès éclatans, où l'on soumettrait aux chicanes et à l'ergoterie du *barreau*, les irrégularités possibles d'une conduite officielle de treize ans, sans laquelle l'Angleterre ramperait aujourd'hui dans l'obscurité d'une puissance secondaire, son aveuglement lui montrait l'amour et la reconnaissance nationales comme la récompense infaillible de ses travaux. Doux, affable et sensible dans son intérieur, modeste dans la société jusqu'à la réserve la plus timide; son assurance, son indomptable caractère, son génie ferme et étendu ne s'exercent que dans la retraite du cabinet. Personne n'a fait plus d'obligés et moins d'ingrats; personne, dans le malheur, n'a trouvé des cœurs plus fidèles. Libéral jusqu'à la profusion, ennemi violent, ami ardent et sûr, jamais il n'oublia ni une injure, ni un bien-

fait; ses effrénés persécuteurs n'ignorent pas qu'ils n'étoufferont l'énergie de ses ressentimens que dans son sang versé sur l'échaffaud. En effet, l'espoir de sa vengeance, beaucoup plus que son danger actuel, occupe son esprit. Comme il ne s'est jamais élevé dans son ame un doute sur son innocence, il n'en a jamais eu sur la justice qui lui serait rendue. Aussi a-t-il négligé tous les ménagemens que lui imposait sa situation. Ayant appris qu'un des Ministres qui s'était réuni au vote d'*impeachment*, en témoignait de la douleur, et qu'il avait déclaré dans les Communes *qu'on devait plaindre l'Accusé*; « c'est, répondit-il, le plus sanglant outrage que je puisse » recevoir, et la plus cruelle peine qu'on » pût m'infliger, que la pitié du Ministre » et du Parlement ». Du reste, son ame reste imperturbable; livré aux affronts les plus atroces de la part de ses accusateurs, ces indignités n'ont point ébranlé sa fermeté calme, ni ralenti ses travaux, ni allarmé son imagination.

La fortune de *M. Hastings* a été, comme son caractère et sa vie publique, le sujet de mille fables, propagées par la malignité, légèrement adoptées par la crédulité du vulgaire. Il serait sans doute étrange qu'ayant

passé 17 ans dans des emplois lucratifs , 13 années dans un poste suprême , dont les appointemens annuels sont de 30,000 l. sterl., qu'ayant eu enfin tous les moyens légitimes d'acquérir l'opulence, M. *Hastings* eût été réduit à mendier la pension d'usage qu'accorde la Compagnie , comme le fit avec succès , à son retour vers l'année 1770, un homme couvert d'or, Membre de l'Opposition, qui a montré contre M. *Hastings* la plus indécente animosité. Le plus emporté de ses antagonistes s'embarque pour l'Inde en 1773, sans posséder un shelling, et endetté même d'une avance de deux mille livres sterlings envers la Cour des Directeurs. Au bout de sept ans, après avoir vécu à Calcutta dans tout le luxe asiatique, après avoir soutenu l'éducation de sa famille à Londres, il y revient en possédant, *de son aveu*, soixante mille livres sterlings : son salaire annuel ayant été de dix mille livres, et sa place lui interdisant le commerce. C'est un fait connu que les fortunes particulières de trois principaux Administrateurs sortis de Bengale en 1769 et 1770, égalent seules, celles réunies de tous les Agens de la Compagnie pendant l'administration de M. *Hastings*. Ce Gouverneur,

sans imiter l'exemple de ses prédécesseurs, et avec de la conduite seulement, pouvait prétendre à des richesses proportionnées à la durée de ses services. Quoique sa fortune, nous l'affirmons, soit restée au-dessous de ce qu'eût promis une pareille destinée à l'homme le plus scrupuleux, elle est devenue le texte des spéculations publiques. La calomnie l'a portée à 36 millions, l'envie à 40, et la sottise a répété ce calcul dans les pamphlets et dans les cercles. Lorsqu'on a demandé aux propagateurs de ces bruits, la preuves de ces assertions, ils ont cité le public et les feuilles périodiques; mais qu'est-ce que le *public*? Les vérificateurs des trésors de M. *Hastings* ont-ils interrogé ce *public* et leur a-t-il répondu? Cela ressemble à ces annonces des journaux, où les acteurs qu'ils favorisent ont toujours *remporté tous les suffrages*. Pressés d'indiquer les sources de ces faussetés, ils ont imprimé que si la chose n'était pas vraie, elle était vraisemblable, et à l'appui d'une calomnie, ils en ont avancé vingt autres pour la soutenir. Sans parler ici des déclamateurs qui répliquaient par du verbiage au défi de citer des faits positifs, les gazettes soudoyées par l'Opposition, plaçaient un jour les trésors de M. *Hastings*

dans la banque de Hambourg; la semaine suivante, dans celle d'Amsterdam; un mois après, il avait donné 400,000 liv. sterl. à M. *Middelton*; enfin, on a fait récemment arriver en France un vaisseau chargé des richesses du Bengale, etc. Cette opulence de l'accusé est partout, et n'est nulle part; elle voyage au gré de ses ennemis; invisible et infinie, elle est malheureusement impénétrable (a).

(a) En 1784, un Ecrivain imprimait que les gazettes anglaises étaient rédigées par des assassins secrets, qui, pour un *shelling*, tuent d'un coup de plume les réputations les mieux établies. En 1787, il a soutenu que le témoignage des gazettes l'autorisait à donner 40 millions à M. *Hastings*. En 1784, il écrivait qu'en Angleterre la liberté de la presse avait fait éclore une foule de libelles et de libellistes impunis. En 1787, il a prétendu qu'il n'existait jamais de libelles en Angleterre, et qu'ainsi on ne pouvait en avoir fait contre M. *Hastings*. Des hommes qui ont combattu par de gros volumes les rigueurs et les préventions des loix criminelles contre les accusés, ont également décidé dans le procès actuel qu'on ne devait d'égards qu'aux accusateurs, qu'une poursuite était la preuve du crime, qu'il ne fallait pas attendre le jugement pour frapper l'Accusé, ect. ect. O commode logique des Déclamateurs!

Mais serions-nous surpris de ces romans d'une vengeance que le supplice seul de M. *Hastings* pourrait assouvir, nous Français qui avons lu ces requêtes de notre ancienne Compagnie des Indes, qui avons entendu ces conversations générales non moins cruelles qu'inconsidérées, où l'on attribuait un trésor de 17 millions à cet infortuné Général trainé sur le billot, et ne laissant pas de quoi acquitter l'amende à laquelle il fut condamné !

Le Major *Scott* a déclaré à la face des Communes que M. *Hastings* ne possédait pas plus de 70 mille liv. sterl. : il a sommé ses accusateurs de le démentir ; aucun d'eux ne l'a tenté ; mais le lendemain leurs gazettes opposaient un libelle à ces faits qu'ils n'avaient pu nier au Parlement.

Les énormités de tout genre qui cimentèrent les usurpations des Anglais dans le Bengale, ont imprimé sur leur puissance une tache, dont leurs Agens, même irréprochables, ont partagé la flétrissure. Il en est résulté en Europe une opinion générale, que chaque mois, depuis 25 ans, les Gouverneurs de l'Inde détrônent un Nabab, ou égorgent un peuple ; que chaque jour une bande de soldats pillent une Province, et le dernier

Employé de la Compagnie les trésors d'un Souverain. En même tems on nous a représenté les Princes et les habitans de l'Inde, comme les plus humains, les plus justes, les plus fortunés des hommes avant l'arrivée des Européens. Ceux-ci seuls avaient porté dans ces belles contrées les ravages de la cupidité, l'exemple de la perfidie, et les excès de l'oppression. Avant eux, cent millions d'hommes vivaient paisibles sous l'empire de loix douces; tous les Souverains de l'Indostan étaient unis d'une fraternelle amitié, et le soleil de ces beaux climats n'éclairait que des Anges.

Il faut manquer de toute espèce de connaissances historiques pour nous bercer de pareils contes; mais ils animent une tirade, ils soutiennent une déclamation, ils prêtent des ressources au Rhéteur ou au Journaliste qui vise à l'éloquence. Par un effet de cette ignorance, on a également confondu toutes les époques. Tandis qu'à Londres, d'adroits persécuteurs présentaient un tableau vague et général, où les premiers crimes des Anglais dans l'Inde, et l'administration subséquente de M. *Hastings* paraissaient simultanés, on brouillait également ailleurs, sans le sçavoir, les dates des évènements, et la trace des

espaces supprimée , *M. Hastings* devenait l'auteur de tous les actes de ses prédécesseurs (a). Un regard suffit pour démêler cette artificieuse confusion.

Personne d'un peu légèrement instruit n'ignore les brigandages dont l'Inde était le théâtre avant l'arrivée des Européens. Tour-à-tour envahie, pillée, ensanglantée par les Arabes, par les Persans, les Tartares, les Patanes, elle ne respira un instant que sous le despotisme militaire de deux successeurs de Tamerlan, affermis sur le trône de Delhi, vers le milieu du dernier siècle. Au commencement de celui-ci, *Aurengzeb*, suivant un état que nous a transmis *Fraisier*, tirait de l'Indostan un revenu de 37 millions et demi sterlings; les seuls domaines de Bengale, Bahar et Orissa, étaient chargés d'un

(a) Par exemple, dans le n°. 16 du *Mercur* de France, on attribue à *M. Hastings* la famine de 1770, tandis qu'il n'était pas même dans le Bengale. Un anonyme publie un libelle à Londres, des Traducteurs avides s'en emparent, et les journaux s'extasient à l'envi sur la véracité de l'Auteur, dont ils ne connaissent pas le nom, ni par conséquent les titres de créance.

tribut de trois millions et demi sterlings, et les Collecteurs préposés au recouvrement volaient aux peuples une somme au moins aussi forte.

Après la mort de cet *Aurengzeb*, le plus exécrationnable et le plus heureux des scélérats, les Annales de l'Inde jusqu'en 1760 n'offrent qu'un torrent d'affreuses révolutions. *Shah-Nadir* en 1739 les commence par une invasion, suivie des plus terribles calamités. A peine est-il assassiné par son neveu, qu'un de ses valets, le brigand *Abdalla*, vient de nouveau saccager l'Indostan; les Marattes se déclarent contre lui, entrent dans *Delhi* et le pillent sept jours entiers. « Depuis la mort » de Nader-Shah, écrivait alors le P. *Grimod* » (Voy. *Lettres édifiantes*, v. 28), il y a » eu cinq Empereurs; trois ont été massacrés, le quatrième aveuglé, le cinquième » vient d'être proclamé, c'est un enfant ». Cet enfant est bientôt jeté dans un cachot par un de ses Rajas qui lui fait crever les yeux.

Jusqu'alors le Gouvernement avait consisté dans une subordination de despotisme, depuis l'Empereur au plus misérable Raja; mais l'autorité souveraine une fois anéantie, et tout ressort coactif étant brisé, l'Indostan vit une nouvelle chaîne de forfaits. Soubab,

Nababs, Rajas, tous les Vassaux ou Officiers de l'Empire, en subdivisèrent la tyrannie, et en saisirent les dépouilles. Aucun Etat n'offrit une pareille anarchie. On frémit de lire cette suite de perfidies, d'assassinats, de détronemens, de guerres presque toujours terminées par l'empoisonnement ou la trahison : c'est à la fois le tableau des infamies de la mollesse et celui des excès de la férocité. L'Indostan devint un vaste marché de Principautés acquises à force d'attentats, et où l'argent, le crime, la violence firent et défirent des Souverains et des Tributaires. Au milieu de ces sanglantes révolutions, osera-t-on placer la félicité publique ? Quel dût être le sort des Peuples ? Quels Souverains que cette hiérarchie de petits Princes assassins et usurpateurs, occupés à se détruire et à dévaster des Provinces, tour-à-tour livrées à des maîtres différens !

Que dans cet abîme de calamités il parut un Chef entreprenant et belliqueux, sachant unir le courage et la politique, et la discipline à l'habileté, tout lui promettait des conquêtes et des alliés. Les *Du Pleix* et les *Bussy*, les *Lawrence* et les *Clives* se présentèrent ; bientôt leurs intrigues soutenues par des victoires, dominèrent sur les membres épars d'un Empire subverti.

Les

Les fautes des Français assurèrent à leurs rivaux la prépondérance dans ce partage. L'habileté de *Clive*, ses artifices, ses connaissances militaires, son audace et la fécondité de ses expédiens, firent succéder une puissance permanente à des invasions momentanées ; mais que présente ce gouvernement auquel la grandeur de son génie et la force de son caractère donnèrent tant d'éclat ?

Le Bengale, depuis trente ans, éprouvait les vicissitudes du reste de la Monarchie. Le petit neveu d'un domestique du dernier Souba légitime, vainqueur et assassin de son maître, tyrannisait alors la contrée. Agresseur des Anglais et bientôt agresseur malheureux, il signe en 1757 un traité à leur avantage : *Clive* en jure l'observation sur l'Evangile ; quatre mois après il décide la ruine du Souba sur le soupçon de ses intrigues avec les Français. Vaincu et détrôné, cet Indien est assassiné dans sa prison par son Compétiteur, créature de *Clive*. Ce Compétiteur investi de la Soubabie par un traité juré encore sur l'Evangile, est bientôt déposé sous prétexte d'incapacité. *Clive* de nouveau vend le Gouvernement de Bengale à *Cossim Ally Khawn*, qui cède à la Compagnie d'opulentes propriétés ; car chaque infraction,

chaque déposition amenait un traité plus lucratif que le précédent. A peine ce Souba d'un moment a-t-il manifesté l'impatience de regner seul, que ses Protecteurs, allarmés de sa turbulence, détruisent leur ouvrage, et rétablissent *Meer Jaffier*, déclaré incapable trois ans auparavant. Le Vizir de l'Empire, *Sujah-ul Dowla*, ayant eu l'imprudence d'en assister l'héritier légitime qui réclamait le Bengale, *Clive* lui écrit : « Je suis surpris » que vous ayez eu l'audace d'envoyer des » troupes dans le Bengale; j'irai vous en » demander raison l'épée à la main ». Maître du Royaume sous un fantôme de Souba relégué à Moorshedabad et réduit, pour subsister, à devenir le pensionnaire de la Compagnie, *Clive* bouleversa l'administration sans l'améliorer. Des rapines, des concussions souillèrent publiquement la perception des revenus publics; les monnoies furent falsifiées, le commerce et les denrées livrées au monopole. *Clive* et le Conseil s'approprièrent celui du sel, du tabac et du bétel; tant de révolutions subites avaient fait couler des flots de richesses dans la bourse des Employés, sans que la Compagnie eût retiré aucun bénéfice de ces extorsions; enfin, *Clive* revint en Europe avec

une fortune qui surpassait cent millions tournois : il avait touché du seul Nabab *Meer Jaffier* une pension annuelle de 30,000 liv. sterlings.

Quoique les deux successeurs immédiats de ce Gouverneur n'aient point mérité la même animadversion, sous leur régie les désordres continuèrent. Les revenus déclinaient, le trésor était vuide, les dépenses énormes, la dette accablante, les Provinces épuisées, les relations extérieures affaiblies, lorsque M. *Hastings* fut appelé au Gouvernement. Quand on admettrait la vérité, au moins suspecte, des charges portées contre lui, y trouverait-on l'exemple des faits sur lesquels Lord *Clive* fut absous ? Comparerait-on l'expulsion d'un Zémindar, Tributaire subordonné, aux détrônemens et à l'assassinat de Nababs absolument indépendans de la Compagnie ? Mettra-t-on en balance l'autorisation de M. *Hastings* à la saisie des trésors de l'Etat, exercée par le Nabab d'Oude contre sa mère usurpatrice de ce dépôt, abandonnant son fils à la détresse la plus cruelle, et armée contre la Compagnie, avec les horribles avanies faites à l'Empereur Mogol lui-même, avec sa spoliation, avec celle des Princes qui lui étaient restés fidèles,

des Soubâbs de Bengale alternativement instrumens et victimes de la politique anglaise ? En Septembre 1765, *Clive* écrivait à la Cour des Directeurs ; *nos excès ont aliéné tous les Princes de l'Indostan ; réduits au désespoir, ils nous renverseront, si nous ne savons nous les attacher par la crainte.* Qu'on oppose ce style aux témoignages universels d'amitié rendus à M. *Hastings*, avant et depuis son départ, par tous les alliés de la Compagnie, et la situation politique du Bengale en 1783 à celle de 1765.

Et en poussant ce parallèle aux détails de l'administration civile et économique, nous verrons, après une guerre de cinq ans contre cinq Puissances, sans que la mère patrie ait contribué à ses dépenses par aucune remises d'argent, la dette publique au Bengale égaler à peine celle dont il était écrasé en pleine paix à l'avènement de M. *Hastings* ; la libération de cette dette, avancée d'un million sterlings en deux années, immédiatement après la paix ; le revenu public de trois millions sterl. en 1771, de quatre et demi en 1781 et années suivantes ; les dépenses de 165 lacks à la première date, et de 110 à la seconde ; les monopoles tous adoucis, tous convertis de la propriété des Administrateurs en celle de la Compagnie ;

et le commerce dirigé sur des principes de libéralité encore inconnus. Voilà des faits indisputables auxquels le bilan de situation, présenté, il y a un an, par M. Dundas à la Chambre des Communes, sur les pièces justificatives expédiées par Lord Cornwallis, a mis le sceau de l'authenticité et de la notoriété publique.

Cependant Clive est mort sans jugement. Lorsqu'on le menaça d'une recherche ; *Personne*, dit-il aux Communes, en mettant la main sur son épée, *n'attaquera mon honneur impunément. Songez à garder le vôtre ;* et les Communes sanctionnèrent ses violences par un acte d'impunité. M. Hastings a dit : *Je suis irréprochable, jugez-moi ;* et on a prononcé l'*impeachment*.

Dans cette cause célèbre, on passe d'une singularité à l'autre. Avant d'accuser *Verrès* devant le Sénat de Rome, *Cicéron* lui-même avait fait le voyage de Sicile, vérifié les faits, interrogé les témoins et les victimes. Ici, l'accusateur en chef n'a pas craint d'avouer que toutes ses informations, il les tenait de l'ennemi mortel de M. Hastings (a) ;

(a) M. *Burke* dans son Discours au Communes le 2 Décembre 1783.

pas un des Commissaires de ce procès n'a mis le pied dans l'Indostan. Les dépouilles, les députés de la Sicile chargés des plaintes de ses habitans, étaient sous les yeux du Tribunal Romain, et demandaient justice avec *Cicéron*. Lorsque *Dupleix* fut rappelé, M. *Godeheu* son successeur, reçut à Pondichery les réclamations des Indiens, qui avaient à se plaindre d'oppressions ; enfin, la Compagnie Française des Indes, des Militaires, le Conseil de Pondichery, cent Employés, faisaient retentir Paris de leurs clameurs et de leurs accusations, lorsque *Lally* fut mis en jugement.

Ici pas un opprimé ne se présente ; pas une requête, pas un murmure arrivés de Bengale. Quoi ! M. *Hastings* a été le fléau de l'Inde, et il n'en reçoit que des tributs de reconnaissance ! Quoi ! il a désolé les familles, envahi les propriétés, trahi la foi publique, exercé d'affreux traitemens, et aucun des martyrs ne se fait entendre ! Ce Nabab d'Oude et sa famille, ce Nabab de Farruckabad, ce *Fyzola Kawn*, dernier chef des Rohillas, les héritiers de *Cheit-Sing*, tous gardent le silence, étouffent leur ressentiment, respectent leur oppresseur dans la disgrâce, poursuivi par l'autorité

suprême, et dont la tête tomberait au premier geste de leur part ! Quel prestige inconcevable enchaîne donc toutes les voix depuis cinq ans ! Comment les recherches si animées de ses accusateurs dans tous les recoins de l'Inde n'ont-elles pu y trouver un malheureux, dont la requête vint fortifier le poids de leurs déclamations ! Ah ! ce contraste décisif des clameurs intéressées de l'éloquence et du profond silence de l'Inde entière, sera pour tout esprit juste un trait de lumière, contre lequel les sentences même du plus intègre Tribunal ne prévaudraient pas.

Que l'esprit de parti, confondu hors des Républiques avec l'esprit de liberté dont il est le tyran et le destructeur, ait donné seul le mouvement à cette cause ; que la haine et la vengeance lui en aient fourni les moyens, c'est une vérité qui éclate dans tous incidens de cet *impéachment*. Plus d'une fois on vit des factions obtenir de la Chambre des Communes des décrets solennels de cette espèce, rejetés ensuite par la Cour des Pairs ; mais aucune poursuite n'eut le caractère de celle-ci.

Une foule d'écrits anonymes, d'assassinats périodiques, d'attaques clandestines en ont été le prélude. L'Auteur de l'ouvrage qu'on va lire s'indigne avec justice de la violence ou-

trageante avec laquelle les charges ont été produites. On avait employé six ans à les préparer ; on a donné cinq jours à l'Accusé pour y répondre ; le 26 avril 1786, on décida d'admettre sa défense ; le premier mai elle dût être rédigée et remise à la Chambre ; le jour même de cette décision , *M. Burke* exhiba deux nouvelles charges à combattre. Cinq amis de *M. Hastings* se rassemblent, se pressent jour et nuit à dresser le volume énorme de cette réfutation compliquée, de laquelle va dépendre sa destinée. A peine ce travail précipité, dont les fautes, même graves, méritaient une excuse, est-il public, qu'on l'envenime et qu'on l'interprète. Le procès ouvert, on argumente de cette minute comme on le ferait à peine de la défense la plus long-tems méditée ; on en interroge sous serment l'un des Coopérateurs, pour qu'il atteste ce que personne au monde n'ignoroit, que *M. Hastings* ne pouvoit répondre, sous peine de la vie, d'une compilation échappée à la hâte et à force ouverte de plusieurs mains. Tandis qu'on circonscrivoit en cinq jours les limites d'une défense générale, en trois heures les Membres des Communes décidaient de la validité de plusieurs charges, sur la parole d'un Orateur. Ensuite on a vu mettre en question, et sou-

tenir avec animosité l'admission d'un ennemi personnel de l'Accusé, au nombre des Directeurs légitimes de l'accusation. Malgré l'inégalité des forces dans ce combat juridique , où une faction entière poursuit un seul homme , sans que la faction opposée puisse lui fournir aucun appui , où vingt Chefs plus ou moins habiles , plus ou moins expérimentés dans l'art de la dispute et de la fascination , se partagent les rôles , et ballotent tour-à-tour le prisonnier ; où , enfin , ils ont l'inestimable avantage de frapper l'imagination des Auditeurs vulgaires , en paraissant les vengeurs des droits de l'humanité , contre un individu réduit à prouver son innocence avec tous les ménagemens qu'exige le caractère public de ses adversaires ; malgré , dis-je , le bonheur de leur position , ils n'ont pas craint de la fortifier encore par des entreprises sur les formes sacrées de toute justice : ils ont sollicité le Tribunal de diviser la cause en autant de procès criminels distincts qu'il existe d'articles d'accusations ; c'est-à-dire , de pouvoir accabler l'accusé de vingt Sentences , dont dix-neuf favorables n'empêcheraient pas l'effet de la vingtième qui le condamnerait ; de manière que mille actions vertueuses dans une administration longue et pénible n'effaceraient

pas le blâme d'une seule faute. Cet étrange dessein, ayant été repoussé par les Juges, l'audition des témoins, a donné lieu à une nouvelle prétention des Accusateurs ; prétention non moins terrible qu'illégale , mais réprouvée à l'unanimité de la Magistrature. Enfin, l'on a entendu chez une Nation qui se pique d'humanité , l'un des Accusateurs traiter un murmure du prisonnier , d'attentat contre les Communes , et demander qu'on baillonnât la bouche indiscrete de l'insolent coupable. Où chercher le modèle d'une pareille ferocité ? Les Sauvages n'insultent pas leurs prisonniers, ils les rôtissent et les mangent (a).

« La maxime de certains esprits , a dit » *Voltaire*, est qu'il faut toujours en croire » les délateurs plus que les accusés, et que » s'il suffisait de nier , il n'y aurait jamais de » coupables. Ils oublient cette réponse de » l'Empereur *Julien* ; s'il suffisait d'accuser, » il n'y aurait point d'innocent ». Les loix

(a) Le *World*, papier anglais qui mérite une distinction, a dit avec un grand sens à l'occasion du cri échappé à M. *Hastings*, au moment où M. *Adam*, un de ses accusateurs, le traitait de faussaire. Le Comité a représenté M. *Hastings* comme un Démon, et il se fâche de ce qu'il n'est pas un Ange.

Anglaises et les mœurs publiques avaient consacré cette maxime ; dans le cas présent , on n'a rien omis de ce qui pouvait la faire mépriser. Il s'agit de si grands crimes ! a-t-on répété de toutes parts ; mais leur énormité même n'en infirme-t-elle pas la vraisemblance ? Faudra-t-il donc, désormais, prendre pour mesure de la justesse des imputations , une inclination naturelle du cœur humain à commettre de préférence les forfaits les plus odieux ? M. *Hastings* , ajoute-t-on , est un coupable si puissant ! — Ses ennemis le sont-ils moins que lui ? — Il a tant de moyens de s'assurer de l'impunité. — De l'impunité ! Poursuivi par les Communes Britanniques , devant un Tribunal qui, depuis quatre siècles, n'a pas rendu un seul jugement suspect, ni épargné un seul délinquant, Pair du Royaume !

Que treize années d'administration suprême, au milieu des agitations de la guerre et de la politique orageuse de l'Indostan, eussent été exemptes de fautes, de variations, d'erreurs de système, et d'actes de rigueur ; ce serait un phénomène dont cette cause, déjà chargée de tant de phénomènes , n'a pas besoin. *Sapius patriæ quam suos eventus miseratus* ; voilà la source des seuls reproches légitimes qu'on puisse faire à M. *Hastings* ; voilà pour-

quoi il est appelé à expier ses services; pour quoi le salut même de l'Etat est le plus accablant de ses délits.

L'esprit de faction gouvernait Carthage comme l'Angleterre : lorsqu'*Annibal* eut triomphé à Cannes, *Hannon*, son ennemi, nia la victoire en plein Sénat, et motiva sur ce démenti le refus d'envoyer des secours au Général. Toutes les mesures de ce grand homme furent traversées par la faction Barcine, et tous ses avantages décriés. Lâchement abandonné, on lui fit un crime de n'avoir pas conquis l'Italie, d'où cet abandon même le forçait de se retirer. La rage d'*Hannon* et de son parti ne lui pardonnaient pas les succès d'une guerre faite contre leur avis ; ils détestaient *Annibal* beaucoup plus que les Romains. Pendant sa Préture, ce Capitaine ramèna l'ordre dans l'administration des finances ; on cria qu'il volait la République ; enfin , pour dernière récompense , il se vit traîtreusement livré à la vengeance des Romains , et forcé de s'exiler, par cette faction qui ne parlait aussi que de bien public , de liberté , de patriotisme.

Le vice destructeur des Républiques ambitieuses ou conquérantes , est dans l'énergie que les succès ou les défaites donnent à l'opposition ordinaire entre le Sénat ou le Corps

Législatif et les Agens de la puissance exécutive. La guerre, des établissemens lointains, des expéditions difficiles font déléguer un grand pouvoir aux Citoyens qui en sont chargés. Cette autorité inusitée donne de l'ombrage ; les revers enflamment le ressentiment public , et les victoires la défiance. On craint le Chef qu'on vient d'armer ; il excite l'envie s'il est heureux ; on le déteste s'il méprise les attaques qu'on tentera de lui porter. Deux partis divisent-ils l'Etat ? il est sûr d'en armer un contre lui , du moment où l'autre lui rendra justice ; ils se réuniront pour le faire décoller le lendemain d'une victoire , si leur intérêt commun leur prescrit cet attentat. Jusqu'à quel point cette vérité d'expérience est-elle applicable à l'Angleterre ? Cet examen serait déplacé ; mais il ne l'est pas de jeter un regard sur l'influence générale que doit avoir le procès de *M. Hastings*.

Personne , je pense , n'est assez enfant pour croire que le soulagement des Indiens en sera le fruit. L'Angleterre ne restituera point ses usurpations , elle ne reportera point sur les rives du Gange les trésors qui ont servi à remplir ses emprunts , et qui servent si essentiellement encore à son revenu public. Si le Nabab d'Oude , si sa mère et Cheyt-Sing ont

étéspoliés, un acte du Parlement n'obligera pas à des dédommagemens la Compagnie des Indes, dans les caisses et au profit exclusif de laquelle ces dépouilles, ces concussions, ces présents illicites ont passé : encore moins la Nation aura-t-elle la générosité d'y suppléer elle-même, et très-certainement les accusateurs de *M. Hastings* ne feront pas l'offrande d'une guinée aux *trente millions d'individus* que leur sensibilité désire de consoler, en immolant l'ancien Gouverneur de l'Inde. Avant son retour même, les règles, les plans, les réformes, le système général de son administration furent consacrés par le Législateur; un nouveau Bill ne bouleversera pas de nouveau l'ordre actuel qui régit l'Indostan.

Que l'issue de cette solennité juridique réagisse sur le mouvement d'intrigues et d'ambition dont le Parlement est le théâtre; que le triomphe de *M. Hastings* achève d'écraser l'opposition, ce qui serait un mal, parce que l'opposition est utile, et que la *coalition* l'a déjà suffisamment décréditée; que sa perte, au contraire, en redonnant à ce parti la vigueur prépondérante qui doit suivre un pareil succès, entraîne celle du ministère actuel; ce sont des événemens probables, mais dont l'importance n'intéresse pas directement l'Europe : ce qui

nous touche tous , c'est l'avenir que promet à la domination Anglaise dans l'Inde , cette poursuite du Gouverneur qui l'a maintenue.

Par-tout , les grands hommes , a dit un Ecrivain célèbre , ont plus fait que les grands corps. Les assemblées politiques ne doivent être que l'instrument des hommes de génie. La conquête et la conservation du Bengale ne sont point dues à des Orateurs du Parlement Anglais , ni à la Cour des Directeurs. *Clive* fonda l'Empire ; *M. Hastings* l'a sauvé. Tout Gouvernement éloigné qui prétendra substituer son action à celle du Gouvernement local , qui à cinq mille lieues de distance , sera , non - seulement l'Inspecteur et le Législateur d'une contrée si étrangère , mais encore le Juge des convenances de la minute , et l'arbitre des ordres de l'instant ; qui , enfin , tiendra le glaive suspendu sur des Administrateurs que ses propres règles forceront à des fautes ou à des désobéissances ; ce Gouvernement , dis-je , prépare la perte de ses possessions. Une conduite pareille priva la France de sa supériorité , comme puissance principale dans l'Inde : ainsi qu'à Calcutta sous la présidence de *M. Hastings* , on vit à Pondichery , deux Commissaires du Roi , irréconciliables ennemis , jeter le trouble dans le Conseil , la Bourdon-

nais traversé , persécuté , perdu. A peine *Dupleix* eut-il amené à sa maturité le grand système dont il avait si heureusement avancé l'exécution , qu'on crût en Europe en savoir plus que lui ; on lui ordonna de refuser le Carnate , on le rappela : une chaîne de disgrâces subséquentes et l'annéantissement de sa puissance , punirent la Compagnie de sa malheureuse intervention , et du traitement fait à *Dupleix*.

Nous avons déjà remarqué l'ardente convoitise du Gouvernement Anglais et des deux Partis à s'assurer de la régie des établissemens dans l'Inde. Une lutte d'autorité s'est établie entre le Ministère et la Direction ; le premier a emporté des retranchemens dont l'occupation lui promet de nouveaux succès. Ainsi , un Gouverneur Général de Bengale est maintenant soumis à trois autorités , celle du Bureau de contrôle et du Parlement , celle des Actionnaires , et celle de sa propre raison qui lui donnera mille fois une impulsion contraire à la prescience des conseils de Londres , gouvernant dans la perspective un royaume immense divisé par la multitude des intérêts , des rapports , des fiefs ; par la différence des langues , des mœurs , des loix et des religions. Inutilement aura-t-on réuni dans les mains du même

même Chef les places de Gouverneur-Général et de Commandant militaire. Autant vaudrait armer un soldat de deux pistolets dont on aurait brisé la détente. On sent bien qu'un Chef livré à tant de maîtres, jaloux de faire prévaloir et leur système et leur autorité, sera dans la crainte continue d'une démission; il tremblera de se compromettre par la moindre inobservation, il obéira aveuglément; et certain que vingt aspirans à sa place se préparent à conspirer sa ruine par des accusations sur sa conduite, il sera timide et faible; il ne songera qu'à se ménager des appuis à Londres, en flattant les vues, même les plus extravagantes, du département qu'il jugera le plus propre à le soutenir.

Et quelle force ne donnera pas à cette politique le procès actuel? Au milieu des tempêtes de l'Indostan, sous ce gouvernement d'un Empereur en tutèle, de Vassaux sans maîtres, de Vice-Rois indépendans, de Souverains d'un jour établis et destitués par la force des armes; dans ce labyrinthe de négociations, dans cette crise permanente où l'on ne découvre que guerres à prévenir ou guerres à supporter, quel sera l'Anglais assez hardi pour passer sur cet abîme, sûr, en réussissant, de trouver celui d'un *impéachment* à son retour?

(1)

Le découragement et l'égoïsme , voilà ce que prêchent d'une intelligible voix les accusateurs de *M. Hastings* à ses successeurs. Vouloir subordonner le service périlleux de leur mission à l'opinion qu'on en concevra en Angleterre , effacer le mérite des plus belles opérations , des succès les plus éclatans , dès que leur exécution ne paraîtra pas d'accord avec les statuts parlementaires , ou avec les livres des Philosophes , c'est à la fois une injustice et une inconséquence : une injustice , parce que les obligations d'un Citoyen privé ne sont pas toujours celles d'un homme public ; une inconséquence , parce que s'il faut limiter la conduite des Gouverneurs , des Amiraux , des Commandans , par les maximes du droit naturel , il faut aussi décapiter le Général qui incendiera une ville à boulets rouges , ou qui aura laissé sur le champ de bataille un nombre d'ennemis plus considérable , que celui auquel les harangueurs du Parlement décideront qu'on aurait pu acheter la victoire ; il faut décapiter le Commandant à qui la nécessité de faire subsister ses troupes fera ordonner une contribution ou un fourage ; il faudra pendre aux vergues de son vaisseau l'Amiral triomphant qui aura commis cinq cent homicides , en coulant à fond un navire ennemi , si les Com-

munes jugent qu'il pouvait s'en emparer sans le submerger.

Et que penseront les Souverains de l'Inde même , à la vue de cet échaffaud destiné à l'homme qu'ils ont vu n'a guères accablé des remerciemens de ses Constituans , et confirmé dans son emploi ? Quelle foi conserveront-ils en des alliances et des traités dont l'Auteur est en Angleterre l'objet de la vengeance publique ? Se croiraient-ils liés par des engagemens si solennellement réprouvés ? Respecteront-ils l'automate qui présidera en pompe à Calcutta , et qui , l'année suivante , comparaitra peut-être à la barre de la Cour des Pairs ? Tant d'inconsistance ne sera-t-elle pas pour eux une exhortation précise de ne compter désormais ni sur le crédit des Gouverneurs auxquels ils donneraient leur confiance , ni sur la conformité des décisions du Parlement avec les stipulations de l'Inde , ni sur le suffrage qu'il leur plairait d'accorder aux Administrateurs dignes de leur amitié ?

J'abandonne ces considérations ébauchées à l'intelligence des Lecteurs. Elles mériteraient d'être plus amplement développées ; mais il est tems de rentrer dans le sujet qui les a occasionnées. Sans doute , quelques personnes pourront m'accuser de prévention pour M.

(lij)

Hastings, et je suis bien loin de la dissimuler.
« Beaucoup de gens , disait Bayle , n'accusent
» un Historien de partialité que parce qu'ils
» sont eux-mêmes remplis d'une injuste préven-
» tion ; ils se persuadent que s'il dit du bien
» de ceux qu'ils haïssent par esprit de parti ,
» il tombe dans la flatterie , et que s'il dit du
» mal de ceux qu'ils aiment par un semblable
» motif , il s'abandonne à une passion ma-
» ligne ».

FAUTE ESSENTIELLE A CORRIGER.

DISCOURS PRÉLIM. Page 28 , ligne 14,
70 mille liv. sterling, lisez 60 mille livres
sterling

CONSIDÉRATIONS



CONSIDERATIONS GÉNÉRALES

*SUR le Procès intenté à W. HASTINGS,
Écuyer, ancien Gouverneur - Général du
Bengale.*

LA Chambre des Communes ayant donné sa décision finale sur les mérites et les démérites de M. Hastings; les Commissaires de l'Enquête solennelle, faite au nom de la Grande - Bretagne, ayant délivré leurs charges et prononcé leur accusation; ces allégués sont maintenant soumis à la preuve positive, et par cet appel de la sagesse, de la justice collectives de la nation, au Tribunal suprême du Royaume, cette grande question va être résolue; M. Hastings *est-il coupable ou non ?*

A

Quel que puisse être le résultat de cet *impeachment* , le juste exercice d'un tel pouvoir est un beau privilège de la constitution Britannique ; c'est le redoutable gardien de la liberté publique et de la dignité nationale. L'emploi actuel de cette prérogative populaire , aussi ancienne que la Chambre des Communes , n'a même pas d'exemple dans les âges passés ; l'intérêt qu'il inspire sera partagé par la postérité. Les Représentans de la nation ont cité devant eux le Gouverneur suprême de leurs établissemens dans l'Inde , sur la supposition de ses délits ; son administration , quelque brillante , quelque heureuse , quelque profitable qu'elle ait été pour sa patrie , est accusée de tyrannie et d'oppression ; fermant les yeux sur treize années de services efficaces et avoués , ces Représentans ont préféré , à la considération de l'intérêt public , le soin de venger le caractère national , et élevant , aux yeux de l'Europe , UN TRÔNE DE MISÉRICORDE pour les Indiens opprimés , ils poursuivent ce développement de leur justice , cette vengeance de notre honneur , en présence du Tribunal de l'Univers.

Un pareil effort de vertu publique (si pourtant la vertu publique doit être ici nommée)

efface, il est vrai, tous les faits célèbres de la Grèce et de Rome : il fournira aux tems à venir un mémorable exemple, qu'aucune place, même la plus élevée, que nulle capacité, même la plus éclatante, qu'aucuns services, même les plus méritoires, que ni l'approbation du Souverain, ni la voix du Peuple, ne peuvent sauver un Sujet Britannique de l'*impeachment*, ni un Délinquant public de la punition, s'ils sont trouvés coupables.

Dans une discussion de semblable importance, qui, d'un côté, intéresse l'honneur national, et de l'autre, enveloppe le caractère, la fortune, la vie d'un Vice-Roi de l'Inde, les sujets de ce libre Gouvernement, où tous les ordres de Citoyens sont représentés dans le Grand Conseil de la nation, doivent être prompts et ardens à embrasser un parti. La loi de Solon qui interdisait à tout Citoyen la neutralité dans les affaires publiques, parle aussi puissamment à l'ame d'un Anglais. Cependant, il se présente un danger ; c'est que l'influence d'une faction, et l'empire des grands noms, peuvent précipiter l'opinion, avant qu'elle ait le tems de se recueillir, et entraîner un jugement sans examen. Aussi devons nous considérer

que, quoiqu'il se trouve de grands sujets de criminalité dans les charges portées contre *M. Hastings*, rien encore n'a été prouvé; qu'accusé par la Chambre des Communes, il n'a pas été jugé par celle des Pairs, et qu'en vertu des généreux principes de nos loix, il doit être présumé innocent, jusqu'à ce qu'il ait été reconnu coupable. Pour aider le public dans ses recherches sur cette importante matière, je vais jeter un coup-d'œil sur les principales charges contre l'ancien Gouverneur-Général du Bengale, apprécier le degré de blâme qui en résulte contre lui, et en déduire quelques observations qui préparent le Lecteur à former lui-même un jugement exact.

Le préambule des articles d'*impeachment* arrête d'abord l'attention : dans son rapport, le Comité s'exprime en ces termes. « Que » *M. Hastings*, sans égard aux obligations » sacrées de son serment, et aux importans » devoirs de la grande place qui lui était » confiée, dans le dessein vil et pervers de » se procurer à lui-même et à ses créatures » des richesses exorbitantes, ect., a, par » divers actes inexcusables, par lui faits et » commis, pendant qu'il étoit Président et » Gouverneur - Général de Bengale, ainsi

» que par différentes pratiques illégales et
 » criminelles, violé traitreusement, injuste-
 » ment et tyranniquement, les devoirs de
 » son poste ; par chacune desquelles prati-
 » ques, et par toutes ensemble, la prospé-
 » rité de la Compagnie des Indes Orientales
 » a essentiellement souffert, le bonheur des
 » naturels de l'Inde a été profondément
 » affecté, leur confiance dans la bonne foi
 » et la douceur anglaises ébranlée et altérée,
 » l'honneur de la Couronne et le caractère
 » de la nation ont été follement et mécham-
 » ment dégradés ».

Des assertions aussi tranchantes, des accusations si atroces ne devaient pas être introduites dans le préambule d'un décret, porté devant une assemblée aussi respectable que la Cour des Pairs, sans réposer sur la plus claire & la plus incontestable évidence. Dans toutes les transactions politiques, il se rencontre des mouvemens cachés qui échappent à la pénétration du monde ; mais ici, les faits doivent être tellement certains et éclatans, qu'ils frappent tous les yeux, et qu'ils dominent le commun niveau de l'intelligence humaine. Quelqu'adaptées que puissent être des exagérations de rhétorique, au caractère d'accusateurs qui parlent à une

assemblée populaire, dont il faut entraîner le jugement par l'empire des passions, elles sont grandement impropres et indécentes dans la bouche de délégués de la Chambre basse du Parlement, lorsqu'ils sont amenés à justifier leurs assertions par des preuves devant le Tribunal suprême du Royaume, devant un Tribunal où l'on en appelle d'un sentiment fugitif et d'une émotion passagère, aux principes fermes de la raison, de la justice et de la loi. On affirme hardiment que la prospérité de la Compagnie des Indes a essentiellement souffert des criminelles pratiques de *M. Hastings* ; mais, sur quelle autorité et d'après quels témoignages ? Une communauté de Négocians sera indubitablement reconnue le meilleur juge de ses propres intérêts. Or, la Compagnie des Indes s'est déjà formellement déclarée contre cette étrange accusation.

L'Assemblée des actionnaires, & celle des Directeurs ont adressé, d'une commune voix, leurs remerciemens unanimes à *M. Hastings*,
 « pour les longs, fidèles et importans ser-
 » vices qu'il a rendus à la Compagnie, pour
 » le zèle inouï, pour l'habileté, pour la
 » vigilance qu'il a déployés dans le manie-
 » ment des affaires ; pour les ressources sans

» nombre qu'il a fournies dans la guerre du
 » Carnate , à une époque où cette Province
 » allait céder aux armes victorieuses d'*Hyder-*
 » *Aly Cawn* , vigoureusement secondé par
 » les Français ; enfin , pour les constans et
 » infatigables efforts qu'il a développés avec
 » tant de bonheur dans la dernière paix avec
 » différentes Puissances de l'Inde » .

La voix de la Compagnie des Indes Orientales annonce à l'Univers *les longs et fidèles services de M. Hastings* , et l'Univers s'arrêtera plutôt à cette décision réfléchie , qu'à l'assertion inconsidérée d'un Comité , dont les spéculations patriotiques et les théories sur l'intérêt du commerce , sont teintes des couleurs de la haine et de la calomnie.

Selon le rapport du Comité secret , « le
 » bonheur des naturels de l'Inde a essuyé
 » les atteintes les plus profondes , leur
 » confiance dans la bonne foi et dans la
 » douceur du peuple Anglois a été fortement
 » ébranlée et détruite ; le caractère national
 » honteusement et lâchement dégradé » .

Il s'est répandu une infinité de plaintes de cette espèce sur les malheurs de l'Indostan , et sur les souffrances de ses habitans. On a représenté des millions d'Indiens agonisans sous le poids de l'infortune , implorant la

pitié, la justice, la vengeance de ce Royaume ; mais où sont les preuves et les titres de leurs calamités ? Quels Députés ont-ils envoyés avec le détail des outrages et des maux qu'ils ont soufferts ? Quels Avocats ont-ils employés pour demander des réparations et du soulagement dans leur infortune ? aucun ; jamais on n'entendit parler de reproches de leur part contre le dernier Gouverneur-Général du Bengale. Dans l'intérieur de la Chambre des Communes, c'est un fait bien reconnu de toute personne versée dans les affaires de l'Inde, qu'aucun Anglais n'obtint à un plus haut degré que *M. Hastings* la confiance des Puissances de l'Inde et de l'Europe ; qu'il a laissé nos possessions orientales dans un état tranquille et florissant, et qu'à son départ, il emporta les regrets et l'admiration des peuples de l'Indostan. Depuis le commencement de cette poursuite, les accusations de *M. Burke* sont parvenues à Calcutta, et ont été soigneusement répandues dans l'Inde (a). On y apprit alors que

(a) *M. William Burke*, cousin du Membre du Parlement, et Trésorier de l'armée à Calcutta, s'est chargé de cet office amical.

M. *Hastings*, d'homme public, étoit non-seulement devenu simple particulier, mais qu'il étoit même poursuivi, et qu'il avoit à répondre à plusieurs chefs d'accusation. Pas un, cependant, de ces millions d'infortunés ne nous a fait parvenir ses plaintes. Aucun soupir, nul gémissment poussé de l'Indostan n'a retenti en Angleterre. Au contraire, les témoignages les plus honorables sur le mérite de M. *Hastings* nous ont été transmis par ces mêmes Princes, qu'on l'accuse d'avoir traités avec la dernière indignité (a). Le Chevalier *John Macpherson*, et Lord *Cornwallis*, ses successeurs, ont payé le même tribut d'approbation à ses mesures et à sa conduite, comme Gouverneur-Général de l'Inde. Dans une lettre officielle du premier, en date du 10 Août 1786, se trouve les mots suivans touchant nos possessions asiatiques. « Les naturels, sujets » de l'Angleterre, sont les peuples les plus » tranquilles et les plus heureux. Nos alliés et » nos tributaires ont une entière confiance » en notre protection. Les Puissances du » pays recherchent notre amitié, et depuis

(a) Voyez l'excellent Discours du Major *Scott*, sur l'accusation actuelle, p. 22, publié par *Stokdale*.

» le Roi de Tidore vers la Nouvelle-Guinée,
 » jusqu'à *Timur Shaw*, sur les rives de
 » l'Indus, il n'existe pas un Prince qui ne
 » nous ait donné récemment des preuves de
 » confiance et de respect ».

Ce rapport authentique de l'administration de M. *Hastings* et de l'état de l'Inde, est-il d'accord avec l'affreux tableau de despotisme et de désespoir, présenté par le Comité secret ? Des accusations établies sur des fondemens aussi ruinés, préviendront-elles le public en faveur de l'*impeachment* ? Quel crédit peut obtenir un entassement de charges multipliées, dont nous découvrons la base dans des erreurs et de palpables faussetés ?

Le premier chef d'accusation concerne *Cheit-Sing*, Zemindar de Benarès. *Bulwant-Sing*, père de ce *Rajah*, était purement *Aumil*, soit Fermier et Collecteur des revenus de *Sujah-ul-Dowlah*, *Nabab-d'Oude*, et Vizir de l'Empire Mogol. Lorsqu'à la mort de son père, *Cheit-Sing* fut confirmé dans cette charge de Collecteur du Vizir, il paya 200,000 livres sterl., comme présent ou *Nuzzeranah*, et une rente additionnelle de 30,000 liv. sterling par an.

Comme le père n'étoit absolument qu'*Aumil* des Sircars de Benarès, le fils ne lui

succéda que dans les droits et les prétentions attachés à cette charge. Mais par un *Sunnud* ou concession que lui firent obtenir du *Nabab-Sujah-Dowlah* en Septembre 1773, les sollicitations de *M. Hastings*, il acquit un titre légal à la propriété héréditaire de ces districts, et fut élevé de l'office d'*Aumil*, au rang de *Zémindar*. Environ quatre ans après la mort de *Bulwant-Sing*, le Conseil et le Gouverneur - Général de Bengale obtinrent du *Nabab - d'Oude* la souveraineté absolue de la Province de Benarès. Ensuite de ce transport de Souveraineté, le Gouverneur et le Conseil attribuèrent à *Cheit - Sing* de nouvelles prérogatives; en confirmant ses anciens privilèges, ils y ajoutèrent le droit souverain de battre monnoye, et celui de vie et de mort dans l'administration de la justice criminelle. Il fut donc reconnu par la Compagnie pour un de ses *Zémindars*, pour un sujet tributaire, un vassal feudataire de l'Empire Britannique dans l'Indostan. Le système féodal qu'on a cru, mal-à-propos, particulier aux nations Gothiques dont nous sommes descendus, a constamment prévalu en Orient. Dans toutes les descriptions de cette forme de gouvernement, malgré les révolutions accidentelles, on rencontre deux

associations exprimées ou sous-entendues ; l'une , pour la sûreté au dedans , l'autre , pour la défense au-dehors. Le Roi ou Nabab assure sa protection au Feudataire , comme Prince tributaire , moyennant une redevance annuelle en tems de paix , et le service militaire , susceptible d'être partiellement commué en une somme d'argent , en tems de guerre. Les charges féodales dans le moyen âge de l'Europe , la finance payée au Souverain pour le *mariage* , la *garde* , les *secours* , répondent au tribut annuel qu'on perçoit en Asie. Le service militaire pendant la guerre , les subsides extraordinaires dans les circonstances difficiles , ont été communs à ces deux parties du monde (a).

(a) Nonobstant cette analogie , les pouvoirs et les privilèges d'un *Zémindar* n'ont jamais été si bien définis et constatés que ceux d'un Baron dans nos tems féodaux. Quoique l'office de *Zémindar* soit héréditaire dans les familles , sous la condition de prendre l'investiture et de payer une finance ; la décadence sensible de l'agriculture , ou le décroissement de la population dans le *Zémindarat* , ont suffi très-souvent à faire déposséder le *Zémindar*. Lorsque ces *Zémindars* manquent à leurs engagements avec l'Etat , quoiqu'on ne doive pas les expulser , on envoie fréquemment

Lorsque le Gouverneur-Général du Bengale, en 1778, fit au Zémindar de Benarès une demande extraordinaire de cinq lacks de roupies (a); l'Empire Britannique dans

des Commissaires - Inspecteurs, dans leur Province, ils en afferment les terres à d'autres, et exercent l'autorité sous les loix du *Dewannée*, sans égard à celle du Zémindar. Toutes ces circonstances prouvent évidemment leur *dépendance* du Nabab. Environ une année après le départ de M. *Hastings*, on agita pendant longtems à Calcutta la question relative aux droits des Zémindars, et après les plus exactes et les plus amples informations, l'avis du Gouverneur - Général et du Conseil, communiqué à la Cour des Directeurs, fut, que la propriété du sol n'appartient pas au Zémindar, mais à l'Etat, et que le Zémindar n'est simplement qu'un Officier chargé par le Gouvernement de percevoir ses revenus. *Cheit-Sing* savait bien lui-même qu'il n'était pas autre chose. « Je ne suis, dit-il, » en différentes occasions, que le serviteur du Circar » (Gouvernement), et je serai prêt à obéir à vos » ordres ». Le nom et la charge de Zémindar n'est pas de l'institution des Hindous, mais de celle du Mogol.

(a) Suivant le change le plus ordinaire et l'estimation même de M. *Hastings*, le *lack* de roupies ne vaut que 11,000 liv. sterl., soit un peu plus de 250,000 liv. tournois. Le *crore* vaut cent *lacks*, soit 25 millions de France. (*Note du T.*)

cette partie du globe, était alors environné d'ennemis qui le menaçaient d'une prochaine destruction. En 1779, les Puissances les plus formidables formèrent une ligue générale pour chasser les Anglois de leurs possessions asiatiques. Dans cette crise, le bruit d'un armement Français redoubla l'allarme universelle de la Contrée. M. *Hastings* est accusé par le Comité d'avoir faussement prétexté en faveur de sa première demande à *Cheit-Sing*, notre rupture avec la France. Ce dessein affreux de convertir en crime une action louable, était inconnu jusqu'ici dans l'histoire des *impeachments*. Le 7 Juillet 1788, M. *Hastings* apprit secrètement, par une lettre d'un Négociant Anglois, M. *Baldwin*, notre Consul au Caire, que la Grande-Bretagne avoit publié sa déclaration de guerre le 23 Mars, et la France le 30 Avril suivant. Sur cet avis, dont l'authenticité ne pouvait guères être mise en doute, on décida l'attaque de tous les établissemens français dans l'Inde. Cette information, néanmoins, se trouva bientôt un peu prématurée; mais à la fin d'Août, M. *Hastings* reçut d'Angleterre des dépêches secrètes, qui l'autorisaient, par des ordres positifs, à suivre les mesures qu'il avoit déjà adoptées

le mois précédent. Les Directeurs et le Bureau de Contrôle ont approuvé sa conduite, en récompensant généreusement *M. Baldwin* de l'avis qu'il avait donné au Bengale avec tant de célérité. Ce fut deux jours après que *M. Hastings* eût information de la guerre avec la France, qu'il forma la résolution d'exiger de *Cheit-Sing* les cinq lacks de roupies, et il auroit commis une *pareille exaction* envers tous les Tributaires de la Compagnie, s'ils eussent été tous dans le même cas. Le fait est, que les grands Zémindars du Bengale donnent au Gouvernement la totalité absolue des revenus que peut fournir leur Province; tandis que *Cheit-Sing* levant 50 lacks, n'était assujetti qu'à une rente annuelle de 24.

Le droit d'exiger des subsides extraordinaires, et le service militaire à l'heure du danger, universellement reconnu dans l'Inde, comme il l'était en Europe dans les tems de Féodalité, explique et justifie la conduite ultérieure de *M. Hastings*. Ce Gouverneur-Général et le Conseil de Bengale ayant fait une demande de cinq lacks à un Zémindar, leur Tributaire, l'opiniâtre refus de ce vassal les autorisait à l'en punir. Les besoins énormes de la Compagnie dans la situation

critique des affaires en 1781, besoins qui exigeaient les secours les plus considérables, l'opulence du Zémindar, qui possédoit 2 crores de roupies en argent et en pierreries, sa lenteur à satisfaire aux justes demandes de ses supérieurs, malgré sa capacité à en supporter le poids, son peu d'attachement aux intérêts de l'Angleterre, son esprit remuant, ses projets de révolte, qui commençaient alors à se manifester, et qu'il exécuta bientôt ouvertement; tant de circonstances justifient pleinement chaque démarche ultérieure de M. *Hastings*. Elles prouvent toutes qu'évidemment il n'avait conçu aucun dessein hostile contre le Zémindar; mais qu'il fut dirigé par des évènements qu'il ne pouvait ni prévoir ni empêcher. Lorsque les mesures nécessaires qu'il avait prises pour soutenir l'autorité de la Compagnie, en punissant un vassal rébelle, eurent été traversées et détruites par l'indigne massacre des troupes anglaises, et la révolte de *Cheit-Sing*, on en vint aux armes. La Province de Benarès fut livrée à un trouble inévitable, et le Zémindar devint l'auteur de sa propre ruine.

La décision de la Chambre des Communes sur cette charge contre M. *Hastings*, est une des plus singulières qu'offrent les annales du Parlement.

Parlement. Le Ministre, suivi de la Majorité, approuva l'accusé dans tout ce qu'il *avoit fait*, et ne le trouva blâmable que dans ce qu'il *avoit eu dessein de faire* : il rendit justice à ses démarches, et criminalisa son *intention*, de faire servir les délits du Zemindar au profit de l'Etat, par une amende de 50 lacks de roupies. Décréter un Administrateur pour une *erreur d'opinion* en fixant la quotité d'une amende, pour un *dessein* qui ne fut jamais exécuté, ni même communiqué, et dont, sans lui, ses accusateurs n'auraient jamais eu connoissance; voilà ce qui caractérise un tribunal d'*inquisition*, plutôt qu'une Cour de Parlement.

Le second chef d'accusation regarde les Princesses d'Oude. Cette question doit son origine à une transaction entre le Nabab d'Oude, *Assoph-Ul Dowlah* et la *Bhow Begum*, par le ministère de M. *Bristow*. Cette *Bhow Begum*, veuve de *Sujah-Ul Dowla*, consentit dans cette transaction de Novembre 1775 à payer au Nabab, son fils, 30 lacks de roupies, à condition que celui-ci s'engageroit par écrit, sous la garantie de la Compagnie, à la tenir quitte désormais de toute demande ultérieure, à la laisser jouir tranquillement, pendant le reste

de sa vie, de ses jaghires et de ses autres appanages. Le Conseil de Calcutta approuva la conduite de M. *Bristow*, et ratifia la garantie. Le Général *Clavering*, le Colonel *Monson* et M. *Francis* formoient alors un parti lié et dominant dans le Gouvernement de Bengale; et quoique M. *Hastings* désapprouvât cette transaction, il étoit certainement tenu de l'observer, suivant la garantie donnée par le Conseil; à moins que des raisons légitimes, ou un changement de circonstances n'excusassent son infraction (a). En vertu de cet engagement, la *Begum* jouit en paix de ses jaghires et de ses trésors jusqu'à l'année 1782, lorsqu'au moment de la révolte de *Cheit - Sing*,

(a) Le détail suivant fera connaître l'idée qu'avoit M. *Francis* de l'extension de la garantie et des droits qu'elle donnoit à la *Begum*. En Décembre 1775, cette Princesse écrivit à M. *Hastings* une lettre, dans laquelle elle se plaignoit amèrement de la conduite du *Nabab*, de celle de M. *Bristow* et de *Murteza Cawn*, Ministre du *Nabab*. Dans la même lettre elle sollicita la permission de quitter les Etats de son fils, si on ne rétablit pas *Alige Cawn*, ancien Ministre de *Sujah Dowlah*. A la lecture de cette lettre, M. *Francis* observa qu'il paroissait étrange qu'une femme ren-

Zémindar de Benarès, ces *Begums*, mère et grand-mère du Nabab d'Oude, retirées à Fyzabad, unirent leur autorité et leur influence pour augmenter la crise et l'embarras où se trouvaient le Gouvernement Anglais dans l'Inde. On expédia des lettres circulaires aux Zémindars d'Oude, en les excitant à la révolte. On mit à prix les têtes des Officiers Anglais, celles de nos soldats et des Cipayes. La rébellion fut générale; les Agents des *Begums* en furent les principaux artisans dans les Provinces de Goorucpoor et de Bareech. Les deux Eunuques favoris, serviteurs affidés de la plus jeune *Begum*, levèrent ouvertement des troupes dans la grande place de Fyzabad, pour

fermée dans un serrail, osât parler de créer des Ministres et de gouverner des Royaumes; qu'elle n'avoit pas composé cette lettre, puisque probablement elle ne savoit pas lire, mais qu'elle l'avoit fait écrire par son Eunuque, qui l'avoit apportée à Calcutta, qu'il ne voyoit aucune raison de refuser à la *Begum* un asyle dans les Provinces de la Compagnie, cependant avec la permission du Nabab, sans le consentement duquel, elle n'avoit pas le droit de sortir de ses Etats, ni d'emporter les richesses immenses qu'elle possédoit.

marcher au secours de *Cheit-Sing*, contre les Anglais; ils furent envoyés à *Cheit-Sing*, sous le nom de *Nujubs*, et nous combattirent dans son armée. Ces faits ont été attestés par les dépositions des plus respectables témoins, devant le Tribunal le plus auguste de l'Inde, avec toute la solennité des loix.

Une lettre de M. *Middleton* à M. *Hastings*, en date du 17 Octobre 1781, renferme une information complète et suffisante pour rendre indisputable la vérité des faits. Ces faits importans cités dans la lettre de M. *Middleton*, furent ensuite confirmés par les dépositions du Colonel *Hannay*, des Capitaines *Williams* et *Gordon*, du Major *Macdonal*, et par les témoignages de plusieurs Officiers Indiens employés sous leurs ordres (a).

(a) Voyez l'évidence donnée par devant la Chambre des Communes, part. IV, p. 168, M. *Middleton* y fait cette déclaration : « J'étois assuré que les Begums » usaient de tout leur pouvoir pour propager la » révolte du Rajah *Cheit-Sing*, et qu'elles l'encour- » geaient dans les propres Etats du Nabab. D'après » cette certitude, appuyée du témoignage de toute la » Contrée, je fondai mon opinion, qu'elles avaient » perdu la protection de la Compagnie des Indes

Qu'a-t-on opposé à l'accord unanime, à la voix générale de l'Inde, confirmés par les preuves produites dans la Chambre des Communes ? Des insinuations sans appui, des conjectures arbitraires, des extraits de lettres mutilés, d'injurieux sarcasmes, un entassement d'infâmes épithètes et d'outrages personnels, indignes d'une grave Assemblée, et de l'auguste majesté du Parlement. Dans aucun Tribunal d'un état policé, vit-on jamais admettre une évidence factice et interprétative de préférence aux preuves directes et positives ? Au défaut de celles-là, quelquefois l'on a recours à la première ; mais quel étrange juge que celui qui en croirait ses propres conjectures et ses interprétations en dépit de la preuve directe et positive ! Le caractère de la Begum qui, suivant M. Francis, osoit parler de créer des Ministres et de gouverner des Royaumes, accréditait déjà les accusations dont elle était l'objet ; les preuves subséquentes devaient convaincre le Gouverneur - Général des intentions hostiles de cette femme : ce ne fut donc pas sans prudence ni sans justice qu'il ordonna

» Orientales ». La déposition du Capitaine *Williams*, *ibid.*, p. 163, est encore plus forte et plus décisive.

de séquestrer les trésors qui mettaient la ville à la dévotion de l'ennemi, et qu'on reprit les *jaghires* de la *Begum* (en lui donnant un équivalent) qui la mettoient en état d'entretenir de nombreux corps de troupes (a).

Si la conduite des *Begums* qui, ayant fomenté la révolte de *Cheit-Sing*, nous faisaient elles-mêmes une guerre ouverte, justifia les mesures du Gouvernement Anglais à leur égard, la situation de nos affaires dans l'Orient rendoit ces démarches non-seulement convenables, mais même nécessaires. Sous le Gouvernement le plus libre, il est des

(a) La seule chose qu'on pourroit reprocher à M. *Hastings* dans cette affaire, c'est d'avoir consenti à prendre des *affidavit*, afin de prouver un fait de notoriété publique. Il a cependant expliqué ses motifs dans son exposé de l'affaire de *Benarès*. Ces dispositions n'étaient pas nécessaires à sa conviction, mais il devait démontrer au public que si le moment de la révolte de *Cheit-Sing* ne fut pas prémédité, la révolte elle-même l'étoit certainement. Je n'ai pas dessein d'anticiper sur les preuves additionnelles qui sont maintenant en Angleterre touchant l'affaire des *Begums* et celle de *Cheit-Sing*. Cependant, je ne puis omettre un fait bien remarquable. Dans les premières charges, on se permit quelques réflexions sur la négligence du

momens de péril où l'on est forcé d'exercer un pouvoir arbitraire et despotique. C'est une circonstance bien critique dans les affaires, que celle où une conformité stricte à la lettre de la loi peut mettre en danger la sûreté de la Nation et l'existence de l'Etat. Dans une situation semblable, on ordonne à un Citoyen revêtu d'une autorité absolue, de veiller, *Nequid detrimenti capiat respublica*. En mille occasions, la nécessité politique, comme le soin de sa propre conservation, fait taire toutes les loix. La certitude du péril excuse tout effort, le

Colonel *Hannay* et du Capitaine *Gordon*, à parler dans leurs *affidavit* de leur correspondance avec les Begums, le Colonel *Hannay* était mort : mais le Capitaine *Gordon*, frère du Lieutenant Colonel *Gordon*, se trouvait alors en Angleterre, et l'on pouvait le sommer de constater le fait. M. *Burke* ne le fit point comparaître en 1786, et M. *Hastings* n'appella aucun témoin. M. *Sheridan*, dans son discours de l'année suivante, revint à la charge sur cette circonstance. Le Capitaine *Gordon* qui voyageait alors dans le midi de la France, instruit des assertions de M. *Sheridan*, revint immédiatement en Angleterre; mais trop tard pour le défendre devant la Chambre des Communes; il se réserva de se faire entendre devant un autre Tribunal.

salut de l'Etat justifie une illégalité. A cette époque, la pusillanimité n'est qu'une trahison déguisée contre la patrie, et la patrie nous ordonne de préférer l'intérêt public à celui d'un individu. C'est alors que les loix de toutes les nations, comme celles de Sparte après la bataille de Leuctres, dorment un moment, afin de se réveiller à toujours.

Lorsque M. *Hastings* soutint le Nabab d'Oude, en s'emparant des trésors et des jaghires de la Begum, la situation de l'Inde était tellement effrayante, qu'à peine en trouverait-on une pareille dans l'histoire de l'Indostan, si fertile, d'ailleurs, en révolutions et en catastrophes imprévues.

En Septembre 1780, on apprit à Calcutta qu'*Hyder - Aly Cawn* avait défait l'armée anglaise, commandée par le Colonel *Baillie*, & que Sir *Hector Monro* avoit jugé instant de se retirer à Madras. En même tems survint la nouvelle d'un armement considérable, attendu de l'Ile de France, et qui devait se joindre à *Hyder - Aly*. Sir *Eyre Coote* arrivé en sûreté à Madras avec un renfort de troupes, d'argent et de provisions, écrivit bientôt après au Gouverneur et au Conseil de Calcutta, que son armée seroit à l'avenir à la solde du Bengale, et que, malgré tous

les secours qu'on pourrait lui donner, le succès était très - incertain. Dans le même tems, *Chimnagee Boosla*, fils de *Moodagee*, se trouvait à la tête d'une armée de Marattes à Cuttack, avec le dessein de fondre sur le Bengale. M. *Hastings* détourna cet orage menaçant, par un envoi de seize lacks de roupies, et en détachant *Moodagée* de la ligue générale. Par ses soins vigilans, le Colonel *Pearce*, à la tête de dix bataillons de Cipayes, alla, sans trouble dans sa marche, se joindre à Sir *Eyre Coote*, avant la seconde action contre *Hyder-Aly*; par son habileté, il désunit la confédération formée dans l'Inde contre les intérêts de l'Angleterre. Ce service, il est vrai, a été une fois condamné par un vote de la Chambre des Communes, mais il reçoit maintenant l'approbation et l'éloge de tout citoyen instruit, versé dans la connoissance de nos affaires en Orient. Avant le départ de M. *Hastings* pour Benarès, en Juillet 1781, on avait emprunté tout l'argent qu'il était possible de se procurer. Les fonds de la Compagnie étaient épuisés; les besoins publics augmentaient journellement. Les ennemis même de M. *Hastings* ont avoué qu'en cet affreux moment ses lumières et sa vigilance sauvèrent le Carnate.

M. Dundas, entr'autres, déclara « qu'il ne » pouvait comprendre comment *M. Hastings* » s'était procuré de l'argent, mais qu'enfin » il l'avait fait, et que sans ce secours nous » eussions entièrement perdu nos possessions » dans l'Inde ».

Une circonstance remarquable prouve la détresse où se trouvait alors l'Administration. Des arrérages immenses étaient dûs à l'armée de Bengale. Les cargaisons de la Compagnie s'achetaient par des emprunts, et en Novembre 1781, lorsqu'il devint d'absolue nécessité d'envoyer de grands secours d'argent à Sir *Eyre Coote*, le Conseil de Calcutta ne put remplir cette somme avec les fonds du trésor public. Pour la compléter, il fut obligé de recourir au crédit d'un des principaux naturels de Calcutta. La brigade de Cawnpore, l'armée d'Oude, celle du Colonel *Muir* chez les Marattes, manquaient de paye et se mutinaient. De Madras, de Bombay, d'énormes demandes pécuniaires. *M. Hastings* savait que *M. de Suffren* devait bientôt paraître sur les côtes en 1782, et sans les plus grands efforts, l'Inde inévitablement allait nous échapper. Où aurait-on trouvé, dans cette position, les 55 lacks de roupies enlevés aux Begums rebelles, saisis

avec justice, ressource inespérée dans la plus urgente nécessité? Sans un secours si favorable, M. *Hastings* seroit aujourd'hui dans la situation de ces Commandans, qui, après avoir démembré nos possessions, le sont mis à l'abri des *impeachments* et des vengeances de leur patrie, derrière le voile du faux patriotisme, et dans le sanctuaire protecteur de l'Opposition. Pour bien entendre notre position dans l'Inde, il faut chercher une comparaison, non dans l'histoire moderne, mais chez les anciens, où l'on voit une armée victorieuse, entretenue par les villes et les provinces qu'elle traversait. Dans cette partie du monde, nous ne pouvons pas emprunter des millions sur l'hypothèque d'une foule de taxes, dont la pesanteur s'éternisera jusqu'à la dernière postérité. Nos domaines asiatiques ne peuvent être défendus qu'à bras armé; il faut écarter les dangers, prévenir une ruine par les ressources du moment, et celui dont le génie s'effraye d'une accusation à venir, ou se retrécit par la crainte calculée du compte qu'il doit rendre, perdra toujours une Province éloignée. Il est des circonstances où chaque Conquérant dans l'Orient doit, comme Alexandre, trancher le nœud-gordien avec

l'épée; et lorsque la durée d'un Empire dépend d'une heure, c'est une action légitime et même méritoire, de s'emparer d'un Harem, ou de se retrancher dans une Mosquée (a).

(a) On a fréquemment répété que M. *Hastings* avoit pris des moyens peu adroits de justification, et que s'il eût appuyé sa défense sur la nécessité d'état, il eût été pleinement absous. Cette nécessité, cependant, a été prouvée au-delà de toute contradiction possible. Cent mille soldats répandus en différentes parties de l'Inde, et dont la paye était en arriére de cinq mois, attendaient du Bengale leurs subsides passés et présens. M. de *Suffren* allait arriver avec une armée française; le trésor du Bengale étoit épuisé, comme les moyens de se procurer de l'argent. Quelles ressources à découvrir, sinon une amende levée sur *Cheit-Sing* en punition de sa révolte et le recouvrement de la dette que le Nabab d'Oude avoit contractée envers la Compagnie? M. *Hastings* ne put rien gagner sur *Cheit-Sing*; mais du 20 Janvier au 10 Septembre 1782, il reçut 28 lacks de roupies du Nabab. Cette ressource et le revenu amélioré du Bengale, suivant le témoignage véridique de Sir *John Macpherson*, nous mirent en état de continuer la guerre, et nous conservèrent l'Inde. Je n'avance pas des assertions nouvelles. Dans le tems où la Chambre des Communes agitait cette question, de la nécessité indispensable, leur table était couverte de preuves et de témoignages plus forts que ceux que j'ai cités.

On ne peut terminer cet article sans remarquer l'ignorance ou la mauvaise foi de quelques membres des deux partis, dans les délibérations de la Chambre des Communes, sur ce chef d'accusation.

La désunion survenue entre le Nabab et la Begum, et si injustement attribuée à M. *Hastings*, a été représentée comme une énormité particulière, et jusqu'alors inouïe. Qui peut ignorer, cependant, que de semblables différens nés de l'opposition toujours violente d'intérêts, sont non-seulement ordinaires, mais presque universels en Orient ? Ne voyons-nous pas dans l'histoire de l'Empire Ottoman, la Sultane validé, ou la mère d'un Sultan, continuellement occupée à gouverner ou à troubler l'administration de son fils, et ces dissensions, ces intrigues domestiques devenir la source des révolutions fréquentes du Serrail ?

Les annales de l'Indostan, et celles d'Oude en particulier, nous présentent les mêmes conflits d'intérêts, les mêmes jalousies de pouvoir ; et si les accusateurs de M. *Hastings* ont avoué l'ambition démesurée de la *Begum*, ce n'est pas avec moins d'exactitude qu'on avance dans le texte de cette première charge, « que le Nabob, déjà antérieurement, avait

» tenté de s'emparer des trésors de sa
» mère ».

Les misères des femmes (a) détenues dans le Khord-Mahal, et les souffrances des Eunuques, serviteurs intimes de la Begum, ont été exagérées dans les termes les plus hyperboliques; on les a rembrunies des noires couleurs d'une éloquence pathétique, comme si la sombre imagination d'un dramatis-te avait eu à composer ici une scène de tragédie. Mais l'appartement des femmes est caché aux yeux de tous les Européens, et ce qui s'y passe entièrement ignoré. Bien loin que M. *Hastings* ait été la cause des sévices exercées sur les Eunuques, et de l'emprisonnement des femmes, il n'en eut jamais connoissance qu'après l'élargissement des dernières, et le soulagement des premiers.

Nous ne devons pas oublier une circonstance importante de cette affaire. Quand la Cour des Directeurs envoya un ordre vague

(a) Ces femmes, anciennes favorites de *Shuja-ul Dowlah*, vivaient avec leurs enfans dans ce Khord-Mahal, établissement qui leur était assigné. Elles étaient de basse extraction, et il ne faut pas les confondre avec les Begums. (Note du T.)

d'informer sur le crime ou l'innocence de la Begum durant la rébellion de *Cheit-Sing*, la majorité du Conseil de Bengale se trouva contraire, à ce sujet, au Gouverneur - Général. M. *Wheler* dit qu'il était convaincu, par la déposition de témoins impartiaux, que les Begums avaient pris part à la révolte ; mais, malgré sa conviction, il proposa néanmoins qu'on fît une enquête ; avis qui fut secondé par M. *Stables*. M. *Hastings* représenta l'inutilité de cette démarche, puisqu'il n'avoit jamais été porté de plaintes contre les Begums ; il se contenta d'ajouter que si l'on faisoit une enquête, il faudroit interroger toutes les personnes capables de donner des renseignemens exacts. M. *Macpherson*, en avouant qu'il croyoit à la révolte des Begums, proposa également l'enquête ; quoique opposé d'avis à M. *Hastings*, le Conseil laissa tomber l'information. D'après le sens qu'ils donnèrent à la lettre de la Cour des Directeurs, elle ne renfermait aucun ordre positif qui autorisât une enquête légale dans cette affaire, et il est clair qu'ils avoient bien entendu les dépêches, puisque ni la Cour des Directeurs, ni le Bureau de Contrôle n'ont remis cet article en délibération, depuis le mois de Février 1783, jusqu'à

ce jour. Mals ils ont rendus une décision d'une bien plus grande importance, en ajoutant leur SANCTION SOLEMNELLE à toutes les mesures de M. *Hastings* dans Oude, et en ordonnant d'une manière positive que ses *derniers arrangemens* avec le Nabab-Visir eussent autorité et force de loi.

Un autre article d'*impeachment* digne de quelque considération, est celui des Contrats et Salaires. Il est hors de doute que le devoir du Gouverneur - Général l'obligeait à ménager soigneusement l'emploi des fonds publics; surtout à veiller plus particulièrement dans un tems de guerre et de détresse, à ce que ces revenus, si étroitement liés à la prospérité et au salut de l'Empire, ne fussent point diminués par la dissipation ou par la prodigalité, ni divertis du service public pour accroître criminellement l'influence d'un particulier, et lui ménager des créatures vénales. On ne niera pas non plus qu'il fut spécialement recommandé, dans les instructions données en 1774 par la Cour des Directeurs au Gouverneur-Général et à son Conseil, que tous les contrats de fournitures fussent publiquement proposés au rabais, avec les conditions et les soumissions des fournisseurs, remises cachetées pour être
ouvertes

ouvertes en plein Conseil , où la préférence seroit donnée à celui qui offrirait le meilleur prix, pourvu toutefois qu'il donnât caution suffisante de l'exécution. Cependant, tous les réglemens généraux admettent des exceptions particulières, en vertu desquelles, « l'obéissance se trouve plutôt dans la contravention que dans une observation servile », et où les formes de la loi ne sont négligées que pour en mieux conserver l'esprit. M. *Hastings*, dans sa défense, est convenu avec une honorable franchise, d'avoir adopté ce principe : « suivant le sens, dit-il, que j'ai toujours attaché aux ordres de la Compagnie, elle n'a jamais eu et n'a pu avoir la volonté d'en exiger l'exécution pure et simple, sans laisser à ses préposés dans l'Inde le choix de les suivre, ou de s'en écarter pour son plus grand intérêt : séparé de la mère patrie par une distance si considérable, le Gouvernement local doit jouir d'un pouvoir, sur l'étendue duquel on s'en remette à sa prudence ». Ce pouvoir d'interpréter les loix générales, et de juger de leurs applications particulières, est indispensable à tout Gouverneur de Colonies éloignées, spécialement à ceux de nos établissemens dans l'Inde, où les opinions et les mœurs des habitans sont

si différentes des nôtres , où la politique est dans une fluctuation perpétuelle , et où les intérêts subissent de continuelles révolutions. C'est-là surtout qu'il faut donner une interprétation libre aux instructions et aux ordres , et accorder assez de latitude à ceux qui les mettent en exécution , pour qu'ils puissent les adapter aux circonstances accidentelles , aux situations variables du moment : cette permission refusée , il résulteroit les plus dangereuses conséquences d'une obéissance aveugle à des instructions positives , rédigées par des personnes entièrement ignorantes de l'état réel du pays , et calculées pour des circonstances qui n'existeraient plus.

Passons à l'examen des contrats qui ont donné lieu aux plus grandes plaintes. Quelques-uns , tel que celui de la marine , et des travaux pour resserrer le lit de la rivière de Chittigong , sont tellement minutieux et insignifiants qu'ils ne prêtent pas à la plus légère censure , encore moins à une accusation pour *impeachment* ; aussi la partialité qui avait adopté ces moyens , n'a-t-elle pas tardé à les abandonner. D'autres font infiniment d'honneur à M. *Hastings* , et jettent du lustre sur son administration. De ce nombre est le contrat pour fournir le fort William des

munitions de guerre et provisions de bouche, nécessaires en cas de siège. Le fort William est en Asie d'une aussi grande importance, que Gibraltar l'est en Europe; c'est la place de l'Inde que sa situation et son utilité exposaient le plus aux attaques de l'ennemi.

Le contrat passé avec M. Auriol pour l'entretien des établissemens du Carnate est respectable. Loin de fournir un sujet de censure, et beaucoup moins encore de décret, il fait un honneur signalé à la prudence et à l'esprit public de M. *Hastings*. La famine menaçait Madras et ses dépendances d'une ruine prochaine; le Gouverneur du Bengale apprend le danger imminent; il ne balance pas, et sauve une Province entière par la promptitude et l'efficacité de ses secours; tous nos établissemens de l'Inde en éprouvèrent les heureuses conséquences. Quoi ! au moment que l'existence même du Carnate étoit en péril, que la vie de nos Concitoyens, le salut des Domaines britanniques dans l'Inde dépendaient de sa diligence et de son activité; quoi ! lorsqu'il n'y avait pas une minute à perdre, M. *Hastings* aurait dû suivre lentement la marche circonspecte et embarrassée d'une conduite officielle ? Il

devait différer d'envoyer des secours conservateurs, jusqu'à ce qu'il eût rencontré la méthode la moins chère de se les procurer ? Il devait dénoncer aux ennemis de la Grande-Bretagne, qu'une des plus importantes Provinces de notre territoire allait être ravagée par la famine, et leur indiquer les moyens à prendre pour intercepter ses envois ? Non. L'urgence des besoins publics commandait impérieusement d'outre-passer les ordres de la Compagnie. Hésiter à leur désobéir, aurait été se rendre criminel de haute trahison. Ce sont des situations difficiles de ce genre qui distinguent l'homme de génie du Gouverneur à brevet, et le patriote courageux, sur lequel son pays peut compter dans des circonstances dangereuses, du courtisan politique qui sert à sa commodité et à son avantage, qui se retranche dans les formes, et met sa pusillanimité à l'abri sous la lettre de la loi (a).

(a) Je dois ici rendre justice à la candeur de M. *Pitt*. Il a parlé de la conduite de M. *Hastings* sauvant une nation entière des horreurs de la famine, avec tout l'enthousiasme qu'elle mérite. Il ne s'en est pas tenu là ; il a donné à M. *Auriol* tous les éloges qui lui sont dûs ; et a dit que, quelque considérable

Quant au contrat pour l'opium, *M. Hastings* n'y a fait aucuns changemens; la vente de cette denrée a toujours été un objet de monopole dans l'Inde, sous le Gouvernement Mahométan; par faveur seulement, on en accordoit le privilège à quelques particuliers. Depuis que les Anglais eurent acquis de l'influence dans cette Contrée, ce monopole passa entre les mains d'une compagnie particulière établie à Patna; elle l'exerça ouver-

que put être la fortune gagnée par un service aussi essentiel, elle est honorablement acquise, et que *M. Auriol* a répondu à toute la confiance de *M. Hastings*. Ce n'est pas tout : *M. Pitt*, après avoir prouvé l'importance du service rendu, a même défendu la manière, comme la plus économique qui ait pu être adoptée. Mais que répondrons-nous au Gouvernement de Madras, qui a eu la bassesse et la lâcheté de se plaindre à la Cour des Directeurs du taux auquel on se procura ces secours ? tandis qu'il écrivait chaque jour, à toute heure au Conseil de Bengale. — « En-
 » voyez-nous du riz par tous les vaisseaux qui partiront
 » et à tout prix, ou nous périssons. — Nous vous
 » remercions de la libéralité avec laquelle vous nous
 » avez fait passer de grands secours en denrées et en
 » numéraire; mais si vous ne nous les continuez le
 » plus longtems possible, nous sommes perdus ».

tement, et en retira les profits : le Gouvernement de Bengale et la Cour des Directeurs à Londres ne l'ignoraient pas. *M. Hastings* le premier, à son arrivée en 1772, fit entrer ses commettans dans le bénéfice de ce monopole, déjà autorisé, et leur en créa une branche de revenu, non en vertu d'ordres émanés d'Angleterre, mais d'après les mouvemens d'un cœur zélé pour les intérêts de ses constituans. Que ce contrat, comme ceux pour les éléphans et les bœufs de tirage, ayent été avantageux aux particuliers qui en étaient chargés, c'est un résultat nécessaire des maximes partout établies et de la conduite ordinaire du genre humain. Il faudrait ignorer bien grossièrement les principes qui gouvernent toute société, ou avoir oublié les contrats des fournisseurs dans les dernières guerres d'Allemagne et d'Amérique, pour reprocher comme un crime à l'ancien Gouverneur-Général de Bengale, d'avoir disposé d'offices laborieux et lucratifs d'une manière à la fois utile à la Compagnie, et propre à attacher ses Employés à ses intérêts. Avouons que la pratique de tous les Gouvernemens, chez tous les peuples et dans tous les âges du monde, serait la censure de cette supposition qui tombe d'elle-même. Mais quoique

la malignité ait présenté cet article d'*impeachment* d'une manière aussi injurieuse au caractère de M. *Hastings* , qu'elle lui est évidemment favorable , il ne peut plus faire le sujet d'une délibération publique. Ces contrats , après avoir été d'abord pris en considération par la Cour des Directeurs , subirent la discussion d'une enquête parlementaire. Le résultat déchargea M. *Hastings* ; car , postérieurement à cet examen , le Parlement le confirma dans la grande place de confiance dont il était investi à Calcutta. Si le Parlement , après avoir scruté les fondemens de ces reproches , et en conséquence de ce même examen , a reconstitué M. *Hastings* ; ne manque-t-il pas à la justice , à la décence et à la raison , en voulant aujourd'hui , sans qu'il y ait de nouvelles dépositions contre lui , convertir en article d'*impeachment* ces accusations déjà assez victorieusement réfutées , pour qu'il n'ait pas balancé à rétablir honorablement l'Accusé dans sa place ? Une absurdité si évidente doit frapper tous les gens dégagés de préjugés et familiers avec la forme judiciaire. Sur cet article , le plus sévère moraliste ne trouverait peut-être matière à une accusation criminelle que contre ceux des membres des Communes qui l'ont intentée.

Dans l'avant dernière guerre, tandis que la nation ajoutait 70,000,000 sterl. à sa dette publique, dans cette guerre, dis-je, un seul homme acquérait par un seul contrat 600,000 liv. sterl. ; il resta entre les mains de Lord *Holland* (a) et de ses Secrétaires de confiance au moins 1,000,000 sterl. La dette nationale s'est accrue dans la dernière guerre de 100,000,000 sterl., l'extravagance des marchés passés par le trésor public fournissaient tous les jours matière aux déclamations véhémentes de M. Fox et de M. Burke ; et aujourd'hui , après un examen sévère de l'emploi des fonds publics fait par M. *Hastings*, durant une administration de treize années, on n'a trouvé que quatre contrats qui aient paru prêter à de frivoles objections ! Deux de ces contrats, le Ministre les a défendus comme très-dignes d'éloge ; le troisième résultoit d'un revenu créé pour la Compagnie par M. *Hastings* lui-même ; le quatrième [celui des bœufs de tirage pour l'artillerie], avoit été proposé par le Commandant en chef et

a) Père de M. Fox, et alors Trésorier-Général de l'armée.

approuvé de tous les Officiers de l'armée.

Le sixième article d'*impeachment* est relatif aux *présents* reçus par M. *Hastings*. Chez les nations encore dans l'enfance de la société, on ne transige point, on ne conclut aucunes conversions sans dons et sans présents. Cette coutume regnoit universellement parmi les peuples de l'Amérique, lorsqu'on en fit la découverte, et Tacite prétend qu'elle existoit chez les anciens Germains : « *Muneribus gaudent, sed nec data imputant, nec acceptis obligantur.* Ils aiment à faire » et à recevoir des présents, mais sans se » croire obligés à la reconnoissance, ni » l'exiger ». Mais dans un état de civilisation plus avancée chez les Tribus Germaniques, ce qui n'avait été regardé d'abord que comme la confirmation d'un marché, ou le sceau d'une convention, finit par en devenir une condition indispensable. Les dons volontaires des sujets à leurs chefs, simples témoignages d'attachement, ou tributs de la reconnoissance dans l'origine, passèrent en usage constant. De-là, les redevances qui accompagnaient la prestation de foi et hommage dans la féodalité du moyen âge. Les nations Asiatiques qui ont conservé tant de coutumes originelles du genre humain, ont toujours

gardé celle-ci ; elle forme un cérémonial de communication entre les supérieurs et les inférieurs. Il ne s'entame, il ne se conclut jamais d'affaires, sans être suivies d'un présent. Cette coutume entre tellement dans la pratique générale et dans les usages ordinaires de la vie, que la maxime « d'approcher du Roi ou des Grands avec des présents (a) » fait partie du Code inspiré de la morale de l'Orient. Ce qu'on regarderait en Europe comme recevoir un gage de corruption, n'est dans l'Inde que se conformer à un usage reçu, et à la coutume générale du pays. Mais comme durant l'administration de Lord *Clive* on avait singulièrement abusé de cette cérémonie, et que des Princes de l'Inde furent opprimés par la rapacité et les extorsions de quelques serviteurs de la Compagnie, le Parlement passa en 1773 un acte réglementaire sur l'acceptation des présents. Il fut donc ordonné, « qu'aucun Gouverneur-Général ni aucun membre du Conseil ne recevra directement, n'acceptera ou ne prendra d'aucune personne, sous quelque prétexte que ce puisse être, aucun don, aucune

(a) Proverbes de Salomon.

gratification, donation ou récompense pour son propre usage ou pour le compte d'un autre » ; — et il est de plus ordonné par le même acte, que tout présent, don, gratification, récompense acceptés, pris ou reçus, seront censés avoir été reçus et pris pour être appliqués au seul usage de ladite Compagnie de Marchands unis ».

Le sens évident et naturel de ces mots est que le Gouverneur-Général et le Conseil ne doivent point accepter de présents pour leur propre compte ; mais cette prohibition se borne-là, et il ne leur est point défendu d'en recevoir pour la Compagnie. Aussi est-ce là l'interprétation que *M. Hastings*, la Cour des Directeurs, et le Bureau du Contrôle ont donnée à l'acte. En différentes occasions, *M. Hastings* prévint les Directeurs qu'il avoit reçu des présents au profit de la Compagnie, et pas un mot de leurs réponses n'annonça qu'ils regardaient cette mesure comme illégale. Une fois entr'autres ayant reçu au mois de Septembre 1781 un présent du Nabab-Vizir, présent qui fut employé comme il avoit été reçu, c'est-à-dire, pour le service public, *M. Hastings* l'écrivit à la Cour des Directeurs en Janvier 1782, en leur demandant la permission d'en disposer

pour son propre usage. La réponse des Directeurs explique en détail leurs sentimens sur ce point. Elle porte que, « quelques disposés qu'ils soient par inclination à obliger *M. Hastings*, il leur est impossible de lui accorder sa demande, parce qu'une loi formelle lui defend d'accepter des présents » ; et dans la suite de la dépêche, ils lui rappellent qu'en vertu de la même loi tous les présents reçus dans l'Inde sont censés n'être acceptés *que pour l'usage de la compagnie* : le Ministre actuel, *M. Pitt*, était Chancelier de l'Echiquier, lorsque cette dépêche reçut la sanction de la Trésorerie. Assurément si un langage est susceptible de quelque sens, si les mots emportent nécessairement quelques idées, l'interprétation naturelle de ces lettres est que, quoique le Gouverneur-Général ne puisse accepter de présents *pour son propre compte*, il peut les recevoir au profit de ses constituans.

Mais la démonstration palpable que tel est le sens réel de l'acte réglementaire de 1773, est renfermée dans le bill de *M. Pitt* en 1784 (a). Il s'y trouve une clause prohi-

(a) Imprimé chez Stockdale, avec des observations.

bitive, particulière, contre l'acceptation de présents, « pour l'usage de la partie qui les accepte, soit qu'elle les reçoive réellement, ou prétende les recevoir à l'usage de ladite Compagnie ». Cette article prouve évidemment l'imperfection de l'ancienne loi, puisqu'il a fallu insérer dans le bill de 1784 cette clause prohibitive, pour la Compagnie comme pour ses serviteurs. Le 47^e. article du même bill ordonne que l'acte de 1773, « en tant qu'il prononce peine corporelle ou amende contre toute personne qui recevra des dons ou présents, et en tant qu'il *regle que ces dons et présents appartiendront à ladite Compagnie*, sera et demeurera annulé, à partir du premier Janvier 1785 et dans la suite; n'entendant pas néanmoins annuler et casser les procédures et autres poursuites déjà entamées ou à commencer sur ledit acte avant le premier Janvier 1785 ». Quand les deux Chambres du Parlement auraient délibéré pendant des siècles, il leur eût été impossible d'exprimer avec plus de force, qu'elles entendaient l'acte de 1773 comme *M. Hastings*, la Cour des Directeurs et le Bureau de Contrôle l'ont entendu.

Tel étant le vrai sens du règlement de 1773, il est évident que *M. Hastings* n'a

point enfreint la loi , et que l'accusation criminelle portée contre lui à cet égard est absolument nulle. Les présents qu'on lui a offerts , c'est sans motif mercenaire ou dépravé qu'il les a acceptés ; il n'a tiré aucun profit de l'argent qu'on lui a présenté ; tout , jusqu'à la dernière roupie qu'il a reçue , a été versé dans le trésor de la Compagnie des Indes , et appliqué au service de cette Compagnie. A la vérité ses ennemis personnels n'ont pas été assez mal adroits , pour lui faire un reproche aussi insensé que celui d'avarice et de rapacité personnelles.

M. Hastings offre à découvert , et très-justement , sa conduite envers ceux dont il a reçu des présents , à l'enquête la plus sévère. Que l'on prouve qu'il en a favorisé quelques-uns aux dépens du public ; qu'il en a gratifié d'autres d'appointemens lucratifs , ou qu'il est entré avec eux dans quelque agiotage criminel ; alors on sera fondé à rejeter cette affirmation , qu'il n'a reçu d'argent que pour l'usage de la Compagnie : mais personne n'a essayé de prouver que *M. Hastings* n'ait pas fait tous ses efforts pour élever au plus haut degré les revenus de la Compagnie dans le Burdwan , le Nuddea , Dingepore et Bahar. C'est même en partie pour avoir procuré à

la Compagnie le remboursement de la dette du Nabab-Vizir , en encourageant ce Prince à de prétendus actes de rigueur, qu'il est dans les liens de l'*impeachment*.

La charge suivante , relative aux *revenus* , fut rejetée par M. *Pitt* ; mais admise à la pluralité de 15 voix. Depuis , la Chambre a repoussé du Comité M. Francis, défenseur de cette accusation : elle repose sur le problème des droits des Zémindars, et il n'y a certainement en Angleterre aucun juge compétent pour le résoudre. M. *Hastings* avait des ordres exprès de la Compagnie d'affermir les terres du Bengale : il l'a fait ; les Directeurs l'ont approuvé ; et c'est la marche qu'on suit encore aujourd'hui , à peu d'exceptions près.

Telles sont les principales charges portées contre M. *Hastings* ; voilà sur quoi ses accusateurs fondent le succès d'un *impeachment*. D'ingénieux sophismes peuvent sans doute pervertir les faits les plus clairs ; la rhétorique peut se jouer de l'innocence et la peindre des couleurs du crime : mais , si un Lecteur intelligent et instruit , après avoir approfondi cet examen , y découvre l'affreuse criminalité dont je viens d'éclaircir les traces , il porte en lui un esprit plus disposé à une

maligne, crédulité, qu'à la candeur, et moins accessible à la raison, que maîtrisé par le préjugé.

Les autres charges sont si insignifiantes en elles-mêmes, ou fondées sur des exposés si faux, que bien loin de porter atteinte à la réputation d'un homme publiquement connu, elles n'affecteraient pas même le particulier le plus obscur. Elles ne sont ajoutées là que pour enfler un catalogue d'accusations, comme si la hardiesse de la calomnie pouvait en garantir le succès, comme si une accumulation de charges devenait une accumulation de crimes (a) ! Treize de ces charges ont passé dans la Chambre des Communes, non-seulement

(a) Le cœur humain, du moins dans son côté noir, est toujours le même. Au siècle dernier, quand il fut question en Ecosse d'abolir l'Episcopat, on lut dans toutes les Eglises de ce Royaume un libelle, qui déclarait « tous les Evêques en corps et en particulier » atteints et convaincus des crimes suivans : *hérésie, simonie, corruption, parjure, hypocrisie, incestes, adultère, fornication, jurement, yvrognerie, passion du jeu, violation du sabbat*, et de tous les autres crimes » qui s'étaient présentés à l'esprit des accusateurs ». *Histoire de Hume*, vol. VI, p. 334.

sans

sans recherche , mais même sans lecture , et les votes ont prévenu l'enquête , la discussion et la conviction. Une majorité était déterminée d'avance à cet *impeachment* ; des partis opposés se sont réunis , et ont travaillé dans l'obscurité à intriguer la fable de ce drame politique , pour en conduire le héros à une catastrophe.

Cette authentique exposition des faits , et les réflexions qui l'accompagnent , suffiraient à justifier le caractère et la conduite de M. *Hastings* , même d'après les maximes de la politique Européenne. Lorsqu'on le nomma Gouverneur-Général de Bengale , on le revêtit du pouvoir illimité de poursuivre les intérêts de la Compagnie des Indes et de l'Empire Britannique dans cette partie du monde. Les instructions générales qu'il reçut de ses constituans , furent ; « que dans toutes vos délibérations et décisions , vous fassiez votre principal objet de la sûreté et de la prospérité du Bengale , et que vous fixiez votre attention sur la sécurité des possessions et des revenus de la Compagnie ». Son génie supérieur a quelquefois interprété la loi , et s'est plus attaché à l'esprit qu'à la lettre ; mais il a rempli toute l'étendue de son devoir , il a conservé l'empire confié à ses soins , et

peut-être avec plus de gloire et de succès qu'aucun de ses prédécesseurs : son départ de l'Inde fut marqué par les regrets des naturels, et par la reconnoissance de ses compatriotes ; son retour en Angleterre par les félicitations cordiales de cette nombreuse et respectable société dont il avait servi les intérêts, protégé et étendu les domaines.

Mais pour estimer judicieusement les mérites ou les défauts d'une Administration quelconque, nous devons reporter nos regards sur le théâtre de ses opérations, et sur le caractère des peuples qu'elle a gouvernés. Les diversités qu'admet la nature humaine, les variétés de l'espèce sont aussi remarquables, aussi frappantes que celles du globe qu'elle habite. Le climat de l'Indostan ne diffère pas plus de celui de l'Angleterre, que les maximes de gouvernement établies en Asie, de celles qui ont prévalu en Europe. En supposant qu'on pût aujourd'hui faire revivre les institutions politiques qu'Athènes, Sparte et Rome adoptèrent autrefois, on les regarderait comme les chimères de la république de Platon, ou comme les projets de l'Utopie. Quoique l'essence des vertus publiques et privées soit partout la même, partout néanmoins, leur forme et leur ex-

pression varient. Le Gouvernement Lacédémonien, si célèbre dans l'antiquité, ne paraîtrait de nos jours qu'un paradoxe politique; et ce qui constituait la perfection du caractère des Grecs, ferait en Angleterre ou en France un objet d'exécration, comme l'a démontré un ingénieux philosophe (a). Consultons les monumens de la plus haute antiquité; nous verrons le Code politique de l'Asie différer toujours essentiellement du Code politique de l'Europe. Les Royaumes de l'Orient, quoique féodaux dans leur forme, ont toujours été despotiques dans leur essence. Ouvrez l'histoire, passez en revue les Annales de l'Asie depuis trois mille ans; vous verrez prévaloir toujours, et partout la même espèce de gouvernement; vous trouverez le pouvoir absolu universellement établi « La puissance du Roi y est tout, les droits du peuple ne sont rien ». Telle est la description que *Montesquieu* nous donne des Empires Asiatiques; telle est la maxime que *Tamerlan* a consignée dans ses loix; maxime que la nature avait impérieusement établie dans cette partie du monde, avant le Con-

(a) *Hume* dans ses *Traité*s de morale.

quérant Tartare et le Philosophe Français.
Qui ose dire au Roi, que fais-tu ? Ce proverbe oriental caractérise l'Asie, depuis les sujets du grand Roi de Perse, jusqu'à ceux du petit Raja de Jérusalem, depuis l'Ere ancienne de Ninus, jusqu'au règne récent d'*Hyder-Aly*. Treize fois l'Asie fut attaquée et soumise par les nations du Couchant et du Nord; et cependant au milieu de toutes ces vicissitudes, elle a conservé les traits dominans et caractéristiques de son premier gouvernement. Les Conquérans adoptaient tout-à-coup les mœurs du peuple conquis; une révolution ne produisait d'altération que dans le nom de la famille régnante. Le Souverain avait changé, mais le despote restait. Le Scythe farouche, sans autre sceptre que son épée, sans autre palais que sa tente, n'en érigeait pas moins le trône du despotisme; et des hordes vagabondes, accoutumées à la liberté sauvage de la nature, se soumettaient, et se fixaient sous le joug de la servitude. Le patriotisme des Grecs céda à l'esprit prédominant de l'Orient, et le héros de Macédoine, qui avait combattu et conquis parmi ses égaux, devint un tyran, régnant sur des esclaves. Les Tribus Israélites, quand elles se fixèrent en Palestine, après

avoir longtems erré dans les déserts de l'Arabie, rejetèrent l'autorité de Dieu même, et demandèrent d'être gouvernées par un Despote, comme les nations qui les environnaient (a). Ce penchant à la servitude politique paraît chez les Orientaux circuler avec le sang; il est pour ainsi dire fondé dans leur essence humaine, et ils ne peuvent s'élever jusqu'à concevoir l'idée d'une autre forme de Gouvernement (b).

Nous avons donc l'expérience des siècles, en faveur de l'opinion, qu'on s'efforcera toujours vainement d'introduire les mœurs et les maximes de l'Europe parmi les nations asiatiques. La nature et de longues habitudes, plus fortes encor que la nature, mettent à

(a) Samuel. III. 19, 20.

(b) M. Gibbon dans le premier volume de son histoire de la décadence et de la chute de l'Empire Romain, après avoir montré que le despotisme a prévalu dans tous les siècles chez les Orientaux, ajoute : « les Anglais ont essayé dernièrement de » communiquer aux habitans de l'Inde des idées d'un » Gouvernement plus libéral et moins avilissant; ils » ne pouvaient leur faire une plus grave injure ». Cette voix tranquille de la philosophie, méditant dans le silence du cabinet, mérite quelque attention.

ce projet des obstacles insurmontables. L'IMMUTABILITÉ paraît le caractère distinctif de l'Asie, dont les formes, comme autrefois les loix des Medes et des Perses, se refusent au changement. Aujourd'hui encore, les mœurs des Persans et des Indiens présentent le même spectacle, et dérivent du même esprit qui domina chez leurs ancêtres, à des périodes trop reculées pour que les recherches historiques puissent y atteindre.

Avec un amour étonnant de leurs coutumes et de leurs mœurs, ils ont une aversion invincible et invétérée pour celles des Européens. L'Asie et l'Europe se touchent depuis trois mille ans par une foule de rapports, et quoique la première ait communiqué à l'autre plusieurs usages, nulle vestiges d'une seule coutume originairement Européenne adoptée par les nations de l'Asie; il n'y a pas jusqu'aux Turcs, si voisins de l'Europe, traitans si souvent avec les nations les plus éclairées et les plus polies de notre continent, qui ne conservent le caractère oriental, pur et sans altération, comme si les montagnes du Thibet, ou les fleuves du Gange et du Burampooter les séparaient de nous (a).

(a) Nos Lecteurs trouveront des éclaircissemens

Quand la puissance Britannique s'établit dans l'Indostan , elle succéda à tous les droits et privilèges de l'Empire Mogol , sur les ruines duquel elle s'éleva. Les Anglais à leur premier établissement dans l'Inde , étaient purement des aventuriers marchands qui trafiquaient avec les naturels, sur le même pied qu'ils commercent encore aujourd'hui avec les Chinois. Nos domaines dans cette contrée , comme les progrès de notre Empire dans les autres parties du monde , ne durent point leur origine à un plan d'ambition prémédité , mais à un concours fortuit de circonstances , que la nécessité et cette prévoyance naturelle qui appartient aux sociétés , comme aux individus , ont dirigées et fait servir à lier la domination territoriale aux entreprises de commerce. L'invasion de *Nadir-Shah* ne tarda pas à décider la ruine de l'Empire Mogol , déjà ébranlé et graduellement déclinant depuis la mort d'*Aurengzebe*. On

présentés avec autant d'éloquence que de vérité sur l'origine du despotisme en Asie , et sur les causes de son aspect uniforme et de son existence permanente , dans une *Dissertation sur le gouvernement , les mœurs et l'esprit de l'Asie* , que M. Logan vient de publier.

Div

conserva les formes du gouvernement , mais le ressort de l'autorité fut brisé. *Ally-Verdy Cawn* , Nabab de Bengale en 1740, s'empara de la souveraine puissance , après avoir fait égorger son prédécesseur , et transmit le gouvernement , contre toutes les loix de l'Empire , à son petit fils *Surajah Dowlah*. En 1756, le caprice de ce tyran inhumain lui fit attaquer les Anglois , qui , depuis leur premier établissement dans le Bengale , y suivaient tranquillement leur commerce , sans former aucun plan d'ambition politique , pour troubler le gouvernement établi. Par ces premières hostilités , l'agresseur chassa les Anglais de leurs forts , de leurs établissemens , et même en passa un grand nombre au fil de l'épée. Enfin , après des succès balancés , ils déployèrent des efforts si vigoureux , que , non-seulement ils recouvrèrent leur ancienne situation dans le Bengale , mais ils effectuèrent encore une révolution dans la Province , et jettèrent les fondemens de l'Empire Britannique dans l'Indostan.

Dans les premières effusions du patriotisme de la jeunesse , il est naturel de souhaiter que partout où se plantent les drapeaux anglais , ils consacrent un sol à la liberté , et à ce que nous regardons depuis plus d'un siècle

de, comme les droits du genre humain. Une connoissance profonde et philosophique de l'histoire de l'homme doit pourtant nous apprendre, que la liberté est une faveur qu'on ne peut conférer, et qu'elle doit naître des sentimens patriotiques et de l'active énergie d'un peuple. Gouverner les Provinces conquises, suivant leurs anciennes loix et leurs coutûmes établies, telle fut la sage et bienfaisante politique de toutes les nations civilisées : on ne pourroit donc infliger aux Naturels de l'Inde un châti-ment plus sévère que de les soumettre aux lois de l'Angleterre : le génie de la liberté britannique apparôitroit à leurs timides yeux, comme un spectre effrayant. Des préjugés politiques dont l'origine se perd dans la nuit des tems, fortifiés par des milliers d'années, et confirmés par la sanetion solennelle de la religion, révolteroient leurs âmes contre toute innovation ; ils trouveroient autant d'impiété que de rébellion à renoncer à des habitudes de tems immémorial, et à des mœurs qui furent les mœurs de leurs ancêtres. La retraite et l'esclavage des femmes, commandées sous un climât brûlant, par l'inexorable loi de la nécessité, fourniraient, sans doute, une ample matiere de déclamations dans la Chambre des Communes, et prêteroient grand nombre

d'élégantes et pathétiques périodes aux harangues d'un Burke ou d'un Sheridan. *La plus belle partie du bel ouvrage de la Création* (a) séparée de la société, gardée par des Euniques, et tremblante au froncement d'un sourcil impérieux, obligée de dévorer ses chagrins et ses désirs, dans une *contrainte qui a flétri les roses de leurs joues, comme le vers rongeur mine la fleur dans le bouton de laquelle il s'est caché*, intéresserait à coup sûr la sensibilité des cœurs Anglais : les soupirs de la beauté négligée, les angoisses d'un amour méprisé, les larmes de la tendresse versées dans la solitude du Harem ou du Khord Mahal, infailliblement réveilleraient des émotions sympathiques sur les bancs de Westminster, jusques-là même que les Auditeurs *verraient ou croiraient voir des millions de damoiselles opprimées, invisibles jusqu'alors, levant au ciel des mains suppliantes, et implorant une assistance généreuse; qu'ils entendraient ou penseraient entendre les accens de ces victimes reconnoissantes, répétées en écho par la route azurée des cieux, et portés sur les ailes légères du*

(a) Ces passages en italique sont pris du Discours de M. Shéridan. (Note du T.)

Zéphir jusqu'au tissu délicat de leur cœur sentimental.

Si, en faisant allusion à une déclamation qui a entremêlé la tragédie avec la farce, je me suis laissé, à un certain degré, gagner par la contagion; j'espère qu'on me le pardonnera. Quand l'esprit s'est long-tems soutenu à la hauteur de son sujet, on doit lui permettre d'en descendre par des instans de repos; et le plus sage des hommes n'interdira pas de répondre quelquesfois à des orateurs d'un certain genre, dans leur propre langage.

Quelle que fut sa conformité avec les mœurs Européennes, une innovation dans cet ordre fondamental de la vie domestique forcerait les ressorts du gouvernement de l'Inde, porterait le poignard dans le cœur de ses habitans, et détruirait leur bonheur.

Et je n'ai encore offert à mes lecteurs qu'un trait de ce tableau; tous les autres y correspondent. L'introduction des maximes, des mœurs et des loix anglaises dans l'Inde, serait la plus affreuse calamité dont le gouvernement britannique eut jamais frappé ses habitans. Si nous nous chargeons d'exercer le pouvoir souverain sur des peuples dont les manieres de penser et d'agir sont si différentes des nôtres, l'humanité nous oblige à ne maintenir

cette puissance qu'en adaptant notre administration à leur façon de concevoir et de sentir; elle nous défend, et nous l'essayerions en vain, de plier leurs âmes à la nouveauté de nos idées. On ne peut apprécier avec justesse les mérites ou démérites d'une administration quelconque, que sur le théâtre de ses opérations, dans les lieux mêmes où elle a développé son influence. Encore un coup, c'est sur le tems et sur le local même qu'il faut chercher la pierre de touche à l'épreuve de laquelle on veut la soumettre; et c'est sur les bords de la Tamise que l'ignorance et l'apathie examinent des événemens arrivés à Fyzabad ou à Furruckabad, à Oude ou à Benarès ! Les principes d'un pays sont inapplicables à un autre. Il ne faut pas juger Shakespeare d'après la poétique d'Aristote, ni la philosophie d'Aristote par le *Novum Organum* de Bacon; encore moins l'Elève conquérant du Prince des philosophes par la *Loi commune* d'Angleterre. Un Empire Asiatique s'écroulerait bientôt s'il n'était défendu par un bras puissant; un sceptre dans l'Inde deviendrait un hochet d'enfant, s'il n'était soutenu par la puissance des armes : cette importante vérité, le Gouvernement Britannique l'a si bien sentie dernièrement, que, quoiqu'il ait reproché à M. Hastings

d'avoir passé ses ordres officiels , ce qu'il n'a fait , au reste , que sous le joug de la nécessité et de son devoir , cette même administration vient d'investir le Gouverneur actuel du Bengale de plus grands pouvoirs ; et en réunissant sur sa tête les charges de Gouverneur-Général et de Commandant en chef , elle lui a en quelque maniere conféré la Dictature de l'Inde.

En passant en revue l'Administration d'un Gouverneur-Général du Bengale , non-seulement nous devons considérer les formes originelles et constantes de Gouvernement , établies par la nature dans les contrées de l'Asie ; mais étudier encore la carte particulière de l'Inde , observer le caractere des Princes , Nababs , Soubabs et Rajahs avec lesquels il eut à traiter. Un Gouvernement libre et régulier , fondé sur les principes de la justice , & cimenté par les loix , est le plus grand œuvre auquel le génie de l'homme , aidé par l'expérience des siècles , ait pu s'élever , dans quelques coins du monde. Les conséquences naturelles et nécessaires du despotisme expliquent , sans les justifier , les progrès de cette politique défectueuse et corrompue qui a toujours dominé dans l'Orient. Quand l'autorité est fondée non sur la loi , mais sur la *raison du plus fort* ,

il y a toujours oppression et cruauté de la part de ceux qui gouvernent ; dissimulation et fourberie de la part de ceux qui sont gouvernés. De-là vient que l'histoire ancienne de l'Orient est aussi remplie que celle de nos jours , de récits de crimes , de calamités , de carnage et d'horreurs.

Les livres des Rois de Juda et d'Israël , partie de l'Histoire Asiatique connue de tous nos lecteurs , répandent de la lumière sur l'esprit et sur les maximes du Gouvernement Oriental. Un trône despotique établi sur la terreur des sujets , mais , par-là même , en butte aux secousses des conspirations ; de rapides révolutions opérées par le sabre ; des intrigues , des complots parmi les descendans de la Famille Royale pour la succession à la couronne ; la révolte d'un favori ou d'un Général qui veut supplanter son maître et arracher le sceptre de ses mains ; l'incertitude menaçante des vies et des propriétés ; des esclaves qui passent docilement et sans murmure du joug d'un Tyran à celui d'un autre ; voilà ce que présente l'histoire uniforme et désastreuse de ces petits royaumes. Quoique les arts de luxe et de raffinement aient été connus de bonne heure par les Orientaux , leurs principes de guerre et de politique sont à peine supérieurs à ceux de

ces hordes barbares de Scythes vagabonds, qui les ont si fréquemment subjugués. Ils ne reconnoissent d'autres droits que ceux de l'épée, et n'ont pas encore conçu d'idée de celui des gens ; ils rompent leurs alliances, violent leurs engagements dès qu'il ne leur convient plus de les tenir ; ils entrent en guerre dès qu'ils se croient assez forts pour tenir la campagne. Delà dérive cette étrange différence entre leurs maximes politiques et les nôtres. Chez eux, le pouvoir d'opprimer justifie l'oppression ; l'humanité passe pour faiblesse ; la fraude, la ruse, la tromperie deviennent les armes légitimes du foible contre la violence du fort. Nous trouvons dans les annales des Juifs un Roi détrôné, et un autre condamné à être taillé en pieces, pour des actes qui, suivant nos idées, seroient des traits de compassion et de clémence ; mais cette générosité qui, chez un peuple vraiment policé, apprend à bien traiter son ennemi, parmi les Nations dont les mœurs sont encore barbares, conduiroit à rendre au serpent la force de déchirer le sein qui l'a réchauffé. *Eradut-Khan* rapportant dans ses mémoires que *Jehaun-Shaw* avoit épargné la vie d'un de ses ennemis, fait la réflexion suivante : « Quoique *Jehaun-Shaw* se soit montré généreux par cette action, la politique du Gou-

» vernement s'oppose cependant à ce qu'on
 • la transmette comme un exemple à imiter :
 » le monde est *trompeur*, et on ne peut lui
 » commander que par la *tromperie*. Le voleur
 » qui éveillerait l'homme auquel il veut enle-
 » ver une proie, ne ferait qu'attirer la ruine
 » sur sa tête (a) ». Ces faits présentent un sys-
 tème de mœurs entièrement contraires aux
 nôtres, et prouvent qu'en Asie la théorie
 de la morale est d'accord avec la pratique.

Indépendamment du caractère général du
 Gouvernement de l'Orient, l'histoire, depuis
 50 ans, nous a offert le tableau politique
 de l'Inde sous les traits les plus hideux,
 et avec les plus noires couleurs. L'aspect le
 moins désavantageux sous lequel on puisse
 considérer les Monarchies Orientales, est
 celui d'un grand Empire étendant son auto-
 rité sur nombre de provinces dépendantes.
 Tel était celui de Cyrus le plus vaste et
 le plus célèbre de l'antiquité. Tel aurait été
 peut-être celui d'Alexandre, doué d'autant
 de talens pour gouverner le monde que
 pour le subjuguier, si le sort eût prolongé

(a) Mémoires d'*Eradut-Khan*, page 74 de l'édition
 anglaise, à Londres, chez Stockdale.

sa vie. Peut-être le pouvoir absolu est-il moins accablant pour les sujets, quand il étend son action sur une vaste circonférence, que lorsqu'il est coupé et morcelé : l'autorité d'un seul despote est plus douce que la tyrannie de trente Aristocrates. Aussi l'histoire nous marque-t-elle une grande différence entre le gouvernement d'Alexandre et celui de ses successeurs.

A l'invasion de l'Indostan par *Shah-Nadir*, l'Empire Mogol fut démembré et divisé. Non-seulement les Princes tributaires désertèrent l'étendard impérial dans ces critiques conjonctures, ils joignirent encore à leur lâcheté les crimes de révolte et d'usurpation ; ils établirent de petites Principautés, et, comme les Capitaines d'Alexandre, gouvernèrent avec cruauté des domaines qu'ils avaient acquis par trahison. Telle fut l'origine de la puissance de ces traîtres, aujourd'hui décorés du titre de Princes de l'Inde.

Le caractère de *Nizam-ul-Muluc*, qui trahit son maître, a été l'objet d'une exécration universelle, et le reste des perfides Nababs, dont un grand nombre fut enveloppé dans la ruine que leurs menées avaient attirées sur l'Empire, ne méritent pas une meilleure réputation. Quand nous entendons ou

lisons des discours poétiques sur nos délinquens de l'Inde, nous ne devrions jamais oublier que les plus grands coupables sont les Princes même de cette contrée. La simplicité ingénue des naturels a fourni le texte de fort belles déclamations ; mais ce lieu commun, comme tant d'autres, n'offense pas moins la vérité. « En fait de ruse, de fourberie, de trahison, a dit M. *Dundas* après ses recherches sérieuses sur les affaires de l'Orient, « aucun Européen ne peut faire » tête à un Indien ».

Ce caractère prédomine dans les opprimés et dans les oppresseurs. Les âmes sensibles n'ont pas encore oublié les atrocités exercées dans le cachot noir de Calcutta sur plusieurs centaines de nos concitoyens, qui y périrent dans les angoisses les plus affreuses, de faim, de soif et faute d'air. — Parce qu'il ne fallait pas troubler le sommeil du Nabab ! La destinée cruelle du Général Matthews et de ses Officiers à Syringpatnam, est une playe qui saigne encore. Les tortures inhumaines qu'ils souffrirent dans leur prison ; le genre de mort horrible auquel ils furent condamnés, et les cruautés qu'on se permit de sang froid sur leurs cadavres, feraient frémir un Inquisiteur. Pour l'honneur de l'humanité, tirons le voile sur ces tableaux.

Lorsqu'on est dans le cas d'agir contre des hommes de ce caractère , la sagesse ainsi que le courage nous dictent de prévenir le mal plutôt que d'y remédier , et il est des occurrences où une sévérité momentanée serait peut-être l'acte d'humanité le plus noble et le plus louable.

3. En jugeant le caractère et la conduite d'un Gouverneur de l'Indostan, on doit examiner le pouvoir souverain dont il est le Ministre et le représentant. Une Compagnie de Marchands en possession de domaines étendus, et à la tête d'un grand Empire, à l'autre extrémité du globe, ouvre une nouvelle scène dans les affaires humaines. Point de loix, point d'exemples antérieurs applicables à une situation sans parallèle dans l'histoire des siècles passés. Ne comptons pas sur beaucoup de générosité et de noblesse dans les maximes d'une politique commerçante ; l'esprit d'une pareille souveraineté ne sera ni héroïque ni désintéressé. Attendons-nous que le Gouvernement de Provinces à une distance si prodigieuse, sera toujours défavorable aux sujets, puisque l'objet des législateurs doit être nécessairement le monopole des productions territoriales et la conversion des travaux du peuple

à leurs propres émolumens. Si cela arrive dans une monarchie absolue, ou dans une aristocratie, à plus forte raison dans une république commerçante. Ses chefs agissans sous le double rapport de souverains et de marchands, le dernier caractère prédominera toujours. Les habitudes mercantiles et l'esprit de corps les entraîneront par une pente aussi naturelle qu'insensible, à saisir le présent aux dépens de l'avenir, et à préférer les profits passagers d'un monopoleur aux revenus permanens d'un Prince. Les intérêts de la Compagnie des Indes, considérée comme souveraine, s'accordent avec ceux des Provinces qu'elle gouverne; mais sous le rapport de société commerçante, ces mêmes intérêts communs sont fréquemment en opposition, et dans cette lutte, le gain présent l'emporte sur les avantages futurs.

En traitant cette matière, le Philosophe le plus profond et le plus ingénieux de notre âge, Ecrivain dont la raison lumineuse n'est surpassée que par les vertus de son cœur, exprime ainsi son opinion (a).

(a) SMITH. Traité de la richesse des nations, vol. II, p. 484.

« Je ne prétends pas, dit-il, jeter aucune imputation odieuse sur le caractère général des serviteurs de la Compagnie des Indes, et encore moins sur la réputation de personne en particulier. C'est le système de gouvernement, la position dans laquelle ils se trouvent que ma censure attaque, et non le moral des instrumens de cette administration. Ils ont agi comme les circonstances dans lesquelles ils se sont trouvés les obligeaient à le faire, et ceux qui ont crié contre eux avec le plus de force, ne se seraient probablement pas mieux conduits. Pendant la guerre, et dans les négociations, les Conseils de Bengale, de Madras, de Calcutta ont montré en différentes conjonctures une fermeté d'âme et un courage qui aurait fait honneur au Sénat de Rome dans les plus beaux jours de cette République. Enfin, quoique les membres de ces Conseils aient été élevés dans des professions absolument étrangères à la guerre et à la politique, et privés des secours de l'éducation, de l'expérience, de l'exemple même, il semble que leurs places seules aient formé tout-à-la-fois et subitement en eux les grandes qualités qu'elles exigeaient, et leur aient donné par inspiration des talens et des vertus qu'ils

ne soupçonnaient pas de posséder. Si dans quelques occasions, le rôle qu'ils avaient à remplir les a animés à des actes de magnanimité qu'on n'en devait pas attendre, il serait injuste d'être surpris que dans d'autres, il les ait également poussés à des *exploits* d'une nature un peu différente ».

M. *Burke* a rendu sa façon de penser d'une manière encore plus forte dans son discours sur le bill de M. *Fox* pour l'administration de l'Inde. *Tous les crimes arrivés dans l'Orient*, dit-il, *sont venus originairement de la Compagnie, qui n'est pas constituée de manière à admettre pour Gouverneur - Général un homme d'une probité rigoureuse.* « Les » enfans que nous envoyons dans l'Inde ne » sont pas naturellement pires que ceux que » nous fouettons dans nos écoles, que ceux » que nous voyons pécher du brochet ou se » courber au logis sur un pupître ». Quoique cette opinion soit exprimée avec l'exagération bizarre qui caractérise M. *Burke* entre nos Orateurs modernes, elle révèle pourtant cette importante vérité, qu'il est des vices essentiels attachés à la nature de notre gouvernement dans l'Inde, et que s'il survient une mauvaise administration, c'est le plus souvent à la Compagnie résidente à Londres

qu'il faut s'en prendre, et non à ses Représentans au dehors.

Si le sort ordinaire d'un représentant de la Compagnie, est de trouver constamment dans ses domaines étrangers des difficultés presque insurmontables à une bonne administration, elles étaient montées au dernier période lorsque M. *Hastings* fut chargé de les franchir. A l'époque où les revenus impériaux du Bengale passèrent entre les mains de la Compagnie, tous les cœurs se livrèrent à des espérances romanesques de trésors inépuisables que devaient fournir ces nouvelles sources d'opulence. Bercés de ces rêves d'or, les Ministres et la Compagnie s'empressèrent également d'exiger tous les ans des fonds considérables. Dès la seconde année après l'acquisition du *Dewannée* (a), le Gouvernement Anglais engagea la Compagnie à lui payer annuellement 400,000 liv. sterling, comme pour faire partager au public le

(a) Surintendance des revenus de Bengale, Bahar et Orissa, cédée à la Compagnie en 1765, par l'Empereur *Shah-Allum*. Cette Surintendance est devenue par la plus formelle usurpation, une très-réelle propriété des revenus. (*Note du T.*)

superflu des richesses du Bengale. Cette imprudente et désordonnée avidité de la nation fut la source de tous les maux suivans.

Que la Cour des Directeurs ait été ainsi trompée, c'est ce qui ne surprend aujourd'hui personne d'accoutumé à réfléchir. En 1765, Lord *Clive* avait porté l'avantage de sa nouvelle acquisition infiniment trop haut; il prétendait avoir un Empire à son commandement. L'infortuné *Shah - Allum*, le descendant de Tamerlan, dépendait pour sa subsistance journalière du représentant d'une Compagnie de Marchands Anglais. *Sujah-Dowlah*, Nabab-d'Oude, et Vizir de l'Empire Mogol, avait été forcé de s'en remettre à la merci de ceux contre lesquels il ne pouvait plus tenir la campagne. Sa Seigneurie avait dicté à l'Empereur et à son Ministre des conditions de paix qu'ils s'étaient empressés d'accepter avec reconnoissance. Il accordait au Mogol les Provinces de Corah, Currah et Allahabad, comme un appanage royal pour soutenir sa dignité; il y ajoutait 26 lacks de roupies à prendre sur les revenus du Bengale. Le Mogol donnait en retour à la Compagnie ce qu'elle possédait alors, c'est-à-dire, le Royaume qu'elle venait de conquérir. Lord *Clive* rendait à *Sujah-Dowlah*

tous ses domaines, dans lesquels Bénarès était compris. Il faisait au Nabab du Bengale une pension annuelle de 550,000 liv. sterl. ; et tous ces engagemens déduits, la Compagnie restait en possession des revenus et de l'administration du Bengale. *Clive* ne se faisait point un mérite de ces acquisitions ; mais il en exagérait l'importance à la Compagnie. Les revenus de Bengale, Bahar et Orissa étaient amplifiés fort au-delà de leur produit réel ; même inexactitude dans le compte des dépenses infiniment plus réduites qu'elles n'auraient dû l'être. « J'aurai, disait Sa Seigneurie, même après avoir payé la pension du Mogol et celle du Nabab, des fonds suffisants pour faire face à toutes vos dépenses civiles et militaires dans le Bengale, pour fournir Madras, Bombay et la Chine de l'excédent de numéraire qu'exigera la balance du commerce ; et enfin pour envoyer annuellement à Londres des capitaux considérables, sans jamais tirer un sheling de votre trésor en Angleterre ». Avec un pareil tableau, et de telles promesses sous les yeux, était-il étonnant que la tête tournât aux Ministres, aux Propriétaires et aux Directeurs ? Quelque flatteuse que fut cette perspective, il se trouva en Angleterre des hommes en-

core plus confiants que Milord *Clive* : M. *Holwell*, si je ne me trompe, évalua, par exemple, les revenus du Bengale à près de 10,000,000 sterlings.

Cette bulle de savon ne tarda pas à s'évanouir ; et quelques années après , quand M. *Hastings* fut nommé Gouverneur du Bengale en Avril 1772 , il trouva qu'on n'avait pourvû aux cargaisons des vaisseaux pendant les deux années précédentes , qu'en tirant pour 1,200,000 livres sterlings sur la Cour des Directeurs , et en contractant dans le Bengale une dette constituée d'une somme beaucoup plus forte. Alors s'établit une nouvelle chimère. On publia hardiment que la Compagnie était fraudée de ses revenus par les intrigues de *Mohamed-Reza-Cawn* (a) et des Zémindars du Bengale. Les premières instructions que reçut M. *Hastings* furent de le dépouiller de tout crédit , de se saisir de sa personne et d'affermir le territoire. Par le résultat d'une enquête exacte et impartiale sur sa conduite , *Mohamed-Reza-Cawn* fut pleinement et honorablement déchargé , et quant au revenu , il fut démontré qu'après avoir aboli quelques taxes vraiment

(a) Ministre du Nabab de Bengale à Moorshedabad.
(Note du T.)

odieuses et oppressives , on ne pouvoit s'attendre à une augmentation dans celui du Bengale. De quelles ressources espérer quelques soulagemens ? uniquement de celles que créa *M. Hastings*. Il n'enfreignit aucuns traités ; il ne fit point de guerre de caprice. Après avoir réglé le Gouvernement de Bengale avec la plus stricte économie , il décida qu'il falloit renforcer notre alliance avec Sujah-Dowalah ; il retira le subside annuel que nous payions à l'Empereur Mogol , parce que cet infortuné Prince s'était séparé de nos intérêts , et avait abandonné notre protection ; il reprit le gouvernement des Provinces que le Mogol déserteur avoit cédées aux Marattes ; il secourut Sujah-Dowlah dans une guerre occasionnée par une infraction notable faite à un traité public , je parle de la guerre des Rohillas. Par ces différentes mesures , il procura en deux ans près de 2,000,000 sterlings à la Compagnie ; voilà le pied sur lequel les choses se trouvaient , quand l'administration de *M. Hastings* prit fin le 18 octobre 1774 ; les deux années suivantes , il fut constamment en tutelle. Le premier acte politique de la majorité (a) du Conseil de Calcutta , formée

(a) Cette Majorité , malgré les efforts de *M. Has-*

par MM. *Clavering*, *Monson* et *Francis*, fut une des plus criantes infractions à la foi publique qu'on ait jamais vues dans aucun pays ; cependant M. *Burke* l'a passé sous silence ; cependant elle a reçu l'approbation la plus marquée des Ministres du Roi et de la Cour des Directeurs. Loin de moi de jeter un jour odieux sur la mémoire de ceux qui ne sont plus ; mais en parlant de M. *Hastings*, pouvons-nous oublier qu'il a protesté de toutes ses forces contre l'unique manque de foi dont le Gouvernement de Bengale se soit rendu coupable durant son administration ? Quelle fut la conduite de la Cour des Directeurs ? Quels sentimens montrèrent-ils dans cette occasion extraordinaire ? « Nous pensons, disent-ils, dans une lettre en date du mois de décembre 1775, avec notre Gouverneur-Général, que le traité d'alliance entre nous et le Nabab *Sujah - Dowlah* n'expire pas à sa mort : » mais dans une lettre postérieure, ils ajoutent : « nous nous réjouissons de ce que la Compagnie a obtenu des avantages si im-

ings, rompit le traité de la Compagnie avec *Sujah-ul-Dowla*, sous prétexte qu'à la mort de ce Nabab-d'Oude, elle n'était point tenue à l'observer envers son fils, qui lui succédait. Voy. le Disc. Prélimin. (*Note du T.*)

portans de son successeur , et nous remercions la majorité de l'attention qu'elle prend à nos intérêts. » Ces lettres ont eu la sanction de la trésorerie pendant le ministère de Lord North.

Que mes lecteurs portent maintenant leur attention sur la partie occidentale de l'Inde ; ils décideront jusqu'à quel point M. *Hastings* fut responsable du manque de fidélité dans les transactions avec les Marattes. Ce fut longtemps l'idée favorite des Membres les plus respectables de la Direction , qu'il fallait se procurer dans le voisinage de Bombay un revenu suffisant pour faire face aux dépenses de ce Gouvernement ; d'après ce principe , il émana en 1768 des ordres de la Cour des Directeurs , au Gouverneur et au Conseil de Bombay , qui les chargeait de se procurer , s'il étoit possible , l'Isle de Salcette , appartenante aux Marattes , mais plutôt en l'achetant , qu'à force ouverte. « Gagne de l'argent , mon » fils , dit le vieillard , honnêtement , si tu » peux ; mais gagne de l'argent. » Tel fut le langage de la Cour des Directeurs : aussi le Gouvernement de Bombay prit-il Salsette en janvier 1775 , sous prétexte que les Portugais pensoient à attaquer cette Isle. Au mois de mars , le Gouvernement fit précisément ce que

M. Pitt et le Roi de Prusse font en ce moment avec tant d'éclat en Hollande. Il prit parti avec Ragonaut-Row , autrefois *Peshwa* chez les Marattes , contre le Ministre qui l'avait chassé de cette place. Jamais il ne s'offrit une plus belle occasion d'amener les choses au point où la Cour des Directeurs les désirait , et ces mesures pouvaient être excusées par l'usage constant de tous les Etats. Cependant le Conseil supérieur de Bengale désapprouva unanimement la conduite de celui de Bombay : M. *Hastings* la condamna comme non autorisée , comme impolitique , comme capable d'entraîner des suites que la prudence ne pouvoit prévoir ni éviter ; mais la chose étant faite , il fut d'avis que le Gouvernement de Bengale réglât désormais sa conduite sur les circonstances , et qu'on s'en rapportât , à quelques égards , à celui de Bombay pour l'exécution des ordres qu'on lui ferait passer. La Majorité en jugea autrement ; MM. *Clavering* , *Monson* et *Francis* proclamèrent hautement dans l'Inde entière la faute du Gouvernement de Bombay ; ils envoyèrent un Ambassadeur à Poona pour y faire la même déclaration , et conclure la paix avec les Marattes. Le Colonel *Upton* , chargé de cette députation , dit à son arrivée , que les Anglais

pouvoient commander la paix, tous les Chefs indépendans de l'Etat des Marattes étant dans l'attente du parti que l'on prendroit. La paix fut donc faite et signée le premier avril 1776, et pendant dix-neuf mois, le Conseil suprême de Bengale essaya en vain d'en faire exécuter les articles; il ne put y réussir, pas même pour un seul; et les Ministres Marattes prévoyant que la guerre alloit écalter, s'adressèrent à la France en lui demandant un secours qui leur fut solennellement promis.

Les Directeurs, de concert avec les Ministres du Roi, témoignèrent la plus vive satisfaction à la prise de Salsette; ils ne furent pas moins contens de voir la cause de Ragonaut-Row si chaudement épousée; mais au moment qu'ils concevoient de vastes espérances sur leur objet favori, ils se trouvèrent déconcertés en apprenant l'intervention du Gouvernement de Bengale et la paix de *Poorunder*; ils se plaignirent que les intérêts de la Compagnie avoient été sacrifiés, et autorisèrent le renouvellement de l'alliance avec Ragonaut-Row, en ajoutant qu'on lui donneroit satisfaction sur tous les articles du dernier traité qui n'auraient pas été remplis. Chaque mesure subséquente prise par M. *Hastings* dans la guerre des Marattes, reçut l'approbation des

Directeurs : la Compagnie et son Gouverneur-Général connurent les projets de la France sur l'Inde ; ils sentirent l'indispensable nécessité de nous opposer à une alliance si dangereuse. Tous les partis que peuvent suggérer la sagesse et la prévoyance humaine furent adoptés pour prévenir la guerre dans le Carnate ; et lorsqu'elle éclata d'une manière si allarmante , le génie de M. *Hastings* put seul arrêter le torrent de malheurs qui fondait sur nous , et seul dissoudre cette confédération formidable qui s'étoit liguée positivement pour notre destruction.

En représentant la conduite des Directeurs, je n'ai point l'intention d'en censurer aucune partie ; je sais qu'elle fut strictement conforme à l'usage de tous les Etats dans tous les siècles ; et dans le fait , ils n'agirent durant le cours de la dernière guerre , que d'accord avec les Ministres du Roi , et sous leur inspection. Si l'on condamne leur alliance avec Ragonaut-Row , sur quel principe justifiera-t-on le maintien du Stadthouder ? Ne me parlez pas , disoit M. Fox , s'exprimant comme un Anglois , de la constitution politique de la Hollande ; je ne m'en informe pas , je ne veux point y faire attention. Deux partis se disputent

putent la prépondérance dans le Gouvernement ; la France en soutient un , notre intérêt est de protéger l'autre. »

Dans la guerre que la Grande Bretagne engagea follement contre la France en 1756, pour la défense de l'Amérique , à l'époque où l'insurrection commençait à fermenter , il m'est permis de douter lequel des deux Etats devint l'agresseur ; ce que je sais , c'est que cette guerre fut accompagnée d'atrocités qui surpassent toutes celles qui nous révoltent à la lecture de l'histoire de l'Inde. Les deux partis employèrent les Sauvages du Canada. Y eût-il jamais de procédé aussi inhumain , j'ai presque dit de si diabolique , que de contraindre , dès le commencement de cette guerre , de pauvres Français tranquilles , qui ne nous faisaient aucun mal , et qui suppliaient de rester neutres , d'abandonner leurs établissemens dans l'Acadie ? On prétendit justifier ces deux traits par la loi de la nécessité. La France ne se récria-t-elle pas justement dans toutes les Cours d'Europe , contre notre violence à saisir ses vaisseaux en pleine paix ? Cependant , à nous entendre , c'était encore une mesure sage et louable. Envain je cherche dans l'Histoire de nos événemens de l'Inde des faits de cette

nature ; j'ai le bonheur de ne pouvoir y en trouver.

4°. Lorsque nous cherchons à former une idée exacte de la sagesse ou de l'imprudence , de l'équité ou de l'injustice de quelque Gouvernement, de quelque Administration que ce soit ; nous devons faire attention aux principes d'autorité établis et confirmés par ceux qui , précédemment , ont conduit l'Etat. Supposons , pour un moment , que les accusations portées contre M. *Hastings* fussent aussi réellement fondées sur la vérité , qu'elles le sont sur d'infidèles exposés ; que prouveraient-elles de plus , sinon qu'il a quelques fois exercé le pouvoir dont il fut dépositaire , d'une manière plus conforme aux idées qu'on s'en fait en Asie , qu'à celles de l'Europe ; mais il n'en resterait pas moins démontré qu'il l'exerça pour les plus salutaires opérations , pour sauver les domaines , de la conservation desquels il étoit responsable. Des instructions de la Cour des Directeurs , des ordres de la Chambre des Communes peuvent avoir été envoyés dans l'Inde , et y être restés négligés , ou même sans exécution , par le même esprit de patriotisme qui les avait dictés. Assurément , à moins que la Chambre des Communes ne

s'arroge l'OMNI-SCIENCE , aussi-bien que la TOUTE PUISSANCE , elle ne peut jamais prescrire une marche invariable aux mesures politiques dans un pays qu'elle ne connoît pas , et où l'on est souvent obligé à des décisions précipitées par les conjonctures , ni prétendre à régler les événemens d'un avenir incertain. En pareil cas , suivant une maxime de la sagesse Orientale : « *le seul jugement d'un homme lui en apprendra plus que sept sages assis sur le sommet de la plus haute tour* ». Depuis que l'Etendard Britannique a été déployé dans l'Indostan , le génie de notre Administration , se conformant aux Gouvernemens de la Contrée , s'est montré plutôt austère et impérieux , que propice et serein.

Nos possessions asiatiques furent usurpées le sabre à la main ; il serait inutile de se le déguiser , nous ne les conserverons que par l'épée.

Dans l'administration de M. *Hastings* , on ne trouvera pas un fait à lui imputer , qui ne fût autorisé par des exemples antérieurs , ou par des mesures déjà établies. Comment le gouvernement d'aucun pays sera-t-il connu et fixé , si ce n'est par les anciennes formes et par la pratique immémoriale ? Toutes les loix , dans leur origine , furent de simples

coutumes, fondées sur cette expérience, que le sens commun dicte à l'humanité. Chaque Code de législation, dans chaque coin du globe, repose sur des usages précédens et sur des habitudes héréditaires. Il n'existe aucun trait du gouvernement de M. *Hastings*, qui n'eut sa sanction ou son modèle dans l'administration de Lord *Clive* (a).

C'est sur ce principe de rétroaction que divers Historiens ont, en partie, justifié la Famille Royale de *Stuart*. Elle entreprit de maintenir et de transmettre sans altération à ses descendans, des pouvoirs et des prérogatives qui avaient été héréditaires dans la Maison de *Tudor*. L'état du Royaume, il est vrai, la situation et les sentimens du

(a) Quoique, d'ailleurs, l'étendue de génie soit le seul trait de ressemblance entre ces deux Gouverneurs. *Clive* était conquérant, M. *Hastings* conservateur. L'un acquit un Empire par des victoires et d'affreuses injustices; l'autre défendit cet Empire par des négociations plus que par des faits d'armes, et lui donna tous ses voisins pour alliés. *Clive* rompit la plupart de ses traités; M. *Hastings* est accusé d'avoir maintenu les siens par une rigoureuse exécution, etc. Voyez à ce sujet le Discours préliminaire. (*Note du T.*)

peuple étaient changés ; mais les maximes qui jusqu'alors avaient gouverné les Souverains antérieurs, paraissaient sanctionner celles qu'adoptaient les *Stuarts*, pour le soutien d'une dignité, d'une prérogative, qu'ils tenaient de leurs prédécesseurs. Il pouvait être conforme à l'intérêt de la liberté de restreindre cette puissance ; il était odieux de punir en coupables ceux qui la défendaient contre les innovations. Voilà, sans doute, pourquoi le procès, la sentence, le supplice de *Charles I* ont jeté une tache éternelle et indélébile sur le caractère de nos ancêtres. Renouvellerions aujourd'hui leur inconséquence, et en blâmant leur injustice, en léguerions nous un exemple non moins atroce à nos neveux ?

Toute constitution, tout gouvernement renferme un principe de perfectionnement et d'amélioration ; l'expérience et l'observation des âges précédens éclairent et corrigent les générations suivantes ; la voix du tems dicte graduellement des leçons plus parfaites de sagesse ; mais la législation n'est point rétroactive ; de nouveaux réglemens gouvernent l'avenir, sans pouvoir dominer sur le passé. Si l'on essaye d'introduire parmi les Gentous la constitution anglaise (entreprise

probablement aussi impraticable qu'elle serait dangereuse), soumettra-t-on à sa juridiction ceux qui ont agi sous un autre gouvernement , et obéi à d'autres maximes politiques ? Ah ! que le nouveau soleil qui vient de se lever à l'Occident, éclaire l'Inde de ses rayons propices ; mais leur splendeur éblouissante consumera-t-elle les têtes de ceux qui ont dû se conduire au milieu des ténèbres de la première obscurité ?

5. Les récompenses et les châtimens sont les grands leviers de gouvernement ; de leur emploi prudent et juste dérive la distinction entre le bon et le mauvais Ministre. En particulier, il survient des occasions où , par une suite des mœurs du jour , la rémunération du mérite public et la sévérité à punir les offenses nationales deviennent indispensablement nécessaires. Au commencement de notre avant-dernière guerre avec la France, lorsque le zèle de nos Commandans et de nos Officiers pour le service de leur patrie, était attiédi, le supplice de l'Amiral *Byng* opéra, comme un coup électrique, dans nos armées et sur nos flottes, excita la valeur générale aux plus grands efforts, et nous mena à la victoire et aux conquêtes.

Après une guerre aussi désastreuse, aussi

deshonorante que le fut la dernière, la justice, ainsi que la politique, demandaient qu'une victime fût sacrifiée au ressentiment public. Si les Généraux qui acceptaient leur commission avec le dessein de trahir leur patrie, qui combattaient les Américains comme ils eussent combattu leurs alliés, et qui livraient nos armées aux mains de l'ennemi, eussent été décrétés pour avoir démembré les domaines britanniques, et perdu treize Provinces de cet Empire, le sentiment et l'approbation réfléchie du peuple auraient accompagnés cette mesure; mais harasser de persécutions et d'*impeachements* l'Amiral Rodney et le Gouverneur de Bengale, sans les dignes efforts desquels, l'Angleterre aurait lu la dernière page brillante de son histoire, et fut retombée dans sa primitive nullité sur la carte du globe, c'est un outrage au sens commun et à l'esprit national; c'est établir un exemple qui, à l'avenir, doit glacer l'ardeur et étouffer le courage du pouvoir exécutif : il ne peut échapper à aucun homme versé dans le mystère de nos intrigues politiques, que si, à toutes les *métaphysiques* malversations imputées à M. Hastings, ce Gouverneur eût ajouté un seul crime réel, et qu'il eût porté son poids dans

la balance de l'opposition , en violant ses principes et ses devoirs , le large bouclier du même patriotisme qui sauva les délinquans de la guerre d'Amérique , aurait couvert le Gouverneur de l'Inde contre toute hostilité ; son *impeachment* fût resté aussi inconnu que celui de Lord *North* ; son nom et son caractère seraient passés sans tache à la dernière postérité. Toutesfois , son attachement à ses principes , sa fière loyauté envers l'Etat deviendraient-ils un crime capable d'effacer les vertus et d'annuller les services de trente années ? N'y a-t-il donc plus de milieu entre s'allier à une monstrueuse et immorale *coalition* , ou être frappé du glaive d'un *impeachment* ?

Si , à aucun degré , le succès peut répondre aux vues des accusateurs de M. *Hastings* , désormais la Grande-Bretagne doit dire à ses enfans : « Allez , servez votre pays ; mais » si vous passez la ligne des ordres officiels , » même sous l'empire de la nécessité , ce » sera aux risques de vos fortunes , de votre » honneur , de vos vies. Si , au contraire , » avec une *prudence commode* , vous agissez » contre les intérêts de l'Etat , si vous attirez » sur votre patrie les calamités et le des- » honneur , courtisez l'opposition ; liguez

» vous avec vos ennemis, et vous trouverez
 » une cabale dévouée à vous soutenir; vos
 » *services* remporteront un vote de remer-
 » ciemens de la Chambre des Communes,
 » et vous pourrez *lire votre histoire dans*
 » *les yeux de la canaille*, à la lueur des
 » feux de joye et des illuminations. Mais
 » qu'ayant épuisé vos efforts pour la cause
 » de votre pays, vous reveniez couvert de
 » lauriers, couronné de succès, sans vous
 » détacher de votre Souverain, attendez-
 » vous au tonnerre des vengeances parle-
 » mentaires; vous serez décrété, et proba-
 » blement ce ne sera pas en vain ».

Nul gouvernement ne peut exister sur de
 pareilles maximes de conduite. Une admi-
 nistration assez dépourvue de principes, assez
 imprudente pour se faire une étude de remer-
 cier les ennemis du salut public, et d'en
 punir les défenseurs, renferme dans son
 sein des germes de destruction. Un assem-
 blage de matériaux si incohérens ne tardera
 pas à se dissoudre.

6. Les motifs d'après lesquels se dirigent
 les hommes dans leur vie publique, imprim-
 ment sur leurs actions le sceau du blâme ou
 du mérite. Leur conduite a-t-elle résulté
 d'une ambition trompée, d'un ressentiment

personnel , ou de la jalousie contre des talens supérieurs ? Aucune affectation de philanthropie ou de patriotisme n'excusera leur caractère aux yeux du public impartial. Le premier homme célèbre dont l'*impeachment* est consigné dans l'histoire , fut *Miltiade* ; ce *Miltiade* qui refusa la souveraineté de Chersonnèse pour travailler au rétablissement de la liberté de sa patrie , et qui , par la victoire de Marathon , imprima au caractère des Athéniens une élévation à laquelle ils dûrent une suite de triomphes sur les Perses. La gloire qu'il avoit acquise , en diminuant la considération des Alcmeonides , éveilla leur jalousie ; la sûreté de la République , fruit de son admirable capacité , rendit celle-ci moins nécessaire ; et son échec à Paros fournit les moyens d'accomplir sa ruine , à l'aide de la volage multitude qui jouissait de l'autorité absolue. *Xantippe* , Chef de la faction opposée à *Miltiade* , porta contre lui une accusation , ou une calomnie capitale. Ce grand Citoyen fut condamné à une amende de cinquante talens , et dans l'impuissance de la payer , il traîna les restes de sa glorieuse vie dans l'esclavage et l'ignominie d'une prison.

Parmi les Conjurés qui s'armèrent contre *César* , le seul *Brutus* fut vraiment inspiré

par l'amour de la patrie ; mais une multitude d'ennemis personnels du Dictateur , ne cherchaient , en le tuant , qu'à assouvir leur ressentiment. Heureusement , les honorables accusateurs qui , les premiers , ont conspiré contre le Gouverneur de l'Inde , nous ont également fourni la clef de leurs véritables intentions. Déchûs de leur Empire d'Orient par la disgrâce du fameux Bill de M. *Fox* , ils méditèrent une vengeance : et comme leurs ambitieux desseins avaient éprouvé la plus énergique résistance dans la Compagnie des Indes , ils fixèrent sur son serviteur favori , déjà antérieurement l'objet de leurs accusations , le projet d'une poursuite et d'un *impeachment*. Quel crédit recevrait cette entreprise , d'une faction composée d'hommes à qui la Nation a solennellement retiré sa confiance ? Serait-ce une recommandation en sa faveur , de voir à la tête des Accusateurs de M. *Hastings* , l'Apologiste de *Powel* et *Bembridge* (a) ? Les

(a) L'un était premier Commis et l'autre Caissier du Bureau des fonds de la guerre , pendant que M. *Burke* fut Trésorier-Général de l'armée ; ils furent accusés de malversations , M. *Burke* chercha à les sauver , et pendant la discussion , l'un d'eux l'abrégea en se coupant la gorge. Nous n'entrerons dans aucun détail sur cette affaire , restée fort obscure. (*Note du T.*)

charges dénoncées acquerront-elles un degré de crédibilité , étant produites par un homme qui , après avoir accusé Lord *North* de crimes dont l'échaffaud seul pouvait expier l'énormité ; après avoir préparé contre ce Ministre des articles d'*impéachment* , s'étudie maintenant à le couronner de lauriers , de la même main qui , n'a guères , s'était armée pour sa ruine ? Le Comité d'*impéachment* obtiendrait-il un nouveau lustre , en comptant dans son sein un Général fameux , qui , en juin 1777 , suivant sa propre relation , donna une fête guerrière aux Sauvages de l'Amérique , dans le style de leurs divertissemens ? qui autorisa leur horrible cérémonie de boire le sang humain dans le crâne de leurs ennemis ? Qui sanctionna l'usage des *tomakhaws* , et celui de déchiquer les cadavres des Insurgens ? Qui , dans une proclamation écrite de sa main , parle de donner à la barbarie des Sauvages l'étendue nécessaire pour en faire des exécuteurs des vengeances de l'Etat , des Messagers de rage , de famine , de dévastation et de toutes les horreurs ? Qui , enfin , après ce prologue pompeux de férocité tragique , jusqu'ici réservée aux plus sanguinaires Tribus d'Indiens Occidentaux , finit par signer la funeste et ignominieuse convention de Saratoga , par

déterminer la France et l'Espagne à secourir l'Amérique, et par nous enlever la moitié de notre Empire? Oublierons-nous ici la *très-jeune vertu* de M. *Anstruther*, autre membre de ce Comité, qui, ayant déclaré dans l'Assemblée publique des Actionnaires de la Compagnie, « que M. *Hastings* était doué des » deux plus essentielles qualités d'un Gouverneur, d'une incontestable capacité, et » d'une intégrité non moins certaine, et que » ses efforts pendant la guerre surpassoient » toute croyance » ; peu d'années ensuite, devenu Membre, Directeur du Comité d'*impeachment*, déploie contre M. *Hastings* autant de zèle et d'activité, qu'il venait d'en montrer à le défendre. Personne ne reprochera à M. *Francis* un caractère si inconséquent : sa haine ne s'est jamais démentie. Cependant, un ennemi personnel de M. *Hastings* aurait dû garder le silence dans un procès soumis aux décisions de la Justice, et non aux mouvemens de la passion ; bien moins encore devait-il encourir le blâme et le ridicule de vaquer opiniâtrement aux Assemblées du Comité secret, dont la Chambre des Communes l'avait exclu.

Les motifs auxquels cet *impeachment* doit son origine, ne se manifestent pas moins dans

la manière dont on en a poursuivi l'exécution. Dès les commencemens , il a été conduit avec cette animosité violente , et cet esprit de vengeance , qui s'acharnent à diffamer la réputation d'un individu ; nullement avec ce sang froid de la justice et de l'équité , uniquement animés du soin de venger l'honneur national. Au langage franc et décent de la raison , les Accusateurs ont substitué celui de la satire , du ridicule , et d'une basse bouffonnerie ; ils ont chargé d'outrages et d'invectives , indignes d'être jamais prononcées dans le Sénat Britannique , réservées contre les malfaiteurs les plus atroces après la conviction , un personnage déclaré innocent par les loix , jusqu'à ce qu'il ait été jugé coupable , et placé dans une situation dont la dignité même lui méritaient et des égards et du respect. C'est là un style que désavoue la vérité ; ce sont des armes que la vertu méprise ; telle est la différence entre l'épée de la Justice et le poignard d'un assassin.

L'emploi de cette Justice , toujours calme et réfléchie , est de réparer les offenses , aussi bien que d'en poursuivre les auteurs. On nous affirme que les Naturels de l'Inde ont été victimes de la plus grande oppression ; mais a-t-on jamais proposé au Parlement de les

indemniser de leurs souffrances ? Les accusateurs de *M. Hastings* ont-ils , en aucun tems , demandé le rappel des Rohillas dans la contrée d'où ils furent chassés ? de rétablir *Cheyti-Sing* ou les siens dans le Zémindarat de Benarès ? de renvoyer au Nabab d'Oude les présens que reçut le Gouverneur de Bengale , au profit de la Compagnie ? jusqu'à ce que ces mesures soient adoptées , et en chemin de négociation , le public sera fondé à conclure que le procès de *M. Hastings* est dirigé par des vues d'animosité personnelle , et non par aucun égard à la justice publique.

Si je tourne mon attention de l'autre côté de la Chambre des Communes (a) , j'y observe des bisarreries non moins étranges. En 1785 , *M. Dundas* exprima sa surprise des moyens par lesquels *M. Hastings* avait découvert et crée des ressources pendant la gnerre ; « mais , » ajouta-t-il , ces moyens nous ont conservé » l'Inde. J'approuve les remerciemens qu'a » reçus *M. Hastings* de la Cour des Direc- » teurs , et si j'eusse été dans leur nombre , » j'aurais concuru avec joie à cet acte de re-

(a) C'est le côté où siègent le Banc de la Trésorerie et le Parti Ministériel. (*Note du T.*)

» connaissance ». En 1786 , le même M. Dundas a donné sa voix pour attaquer M. Hastings sur la conduite identique dont il avait prononcé le panégyrique.

M. George Hardinge (a) avait exposé à la barre de la Chambre Haute son opinion touchant M. Hastings , dans le style de la véhémence. « Quel est , dit-il , le *vrai* caractère » de cet homme surprenant ? c'est le *Chatham* » de l'Orient ; même esprit entreprenant , » mêmes ressources , génie imposant , vastes » conceptions , même intégrité de caractère : » l'un et l'autre seront les idoles de la posté- » rité, *lorsque leurs petits adversaires , retombés* » *dans l'obscurité de l'infamie* , échapperont » au souvenir de nos descendans ». Si ces deux Orateurs ont depuis changé de langage , ce n'est assurément point par l'effet de nouvelles découvertes ; à l'époque où ils défendaient au Parlement la cause de M. Hastings , les rapports du Comité choisi , ces archives de toutes les accusations , reproduites et commentées par la suite , étaient publics.

La conduite du Ministre en cette occasion

(a) Aujourd'hui Solliciteur-Général de la Reine. Il a voté pour l'impeachment. (Note du T.)

est restée couverte d'un nuage qu'aucun rayon d'intelligence ne peut dissiper, enveloppée dans un dédale que le fil d'aucun raisonnement ne rend accessible. Dans la première, et en apparence la plus grave des charges contre M. *Hastings*, l'expulsion des Rohillas, M. *Pitt* l'a absous de toute accusation. Durant le fameux débat relatif aux troubles de Benarès, il peignit M. *Hastings* comme l'un des premiers hommes qu'eût produit l'Angleterre; il le justifia dans chaque point de sa conduite envers *Cheit-Sing*, en criminalisant par les plus énergiques expressions la résistance de ce Raja; et en même tems il soumit l'accusé à l'*impeachment*, pour une erreur de jugement, dans laquelle la plus ardente inimitié eût à peine découvert la trace d'un reproche (a). La question concernant les Begums, ce Ministre l'a décidée sur le système erroné, contraire à l'usage même de l'Angleterre, que des rebelles doivent toujours être condamnés

(a) Il s'agit ici de l'intention qu'eut M. *Hastings* d'imposer une amende de 50 lacks à *Cheit-Sing*, comme peine de sa désobéissance, et conformément à la pratique constante de l'Indostan. Cette intention dont M. *Hastings* a fait l'aveu spontané, ne fut pas réalisée. (Note du T.)

par les loix ordinaires avant d'être réprimés; il a également révoqué en doute le cas d'une nécessité publique imminente, malgré l'authenticité des pièces justificatives qui la mettent en évidence.

Dans les autres débats sur l'*impeachment*, *M. Pitt* a alternativement mêlé les plus grands éloges de l'accusé à de piquantes duretés. Un jour on l'a vu préconiser *M. Hastings* comme le conservateur de notre Empire en Asie, comme le sauveur d'une nation épuisée par la famine; une autrefois, verser des larmes d'apparente compassion sur l'infortune d'un homme chargé du blâme de la Chambre des Communes; censurer ensuite Mylord Hood des généreux sentimens que venait d'exprimer ce digne Officier; excuser les basses et indécentes turlupinades de quelques-uns des adversaires de *M. Hastings*, frapper d'étonnement par cette variété d'opinions, et ses propres amis, et la Chambre elle-même, et le public. Je m'abstiens de tout commentaire sur des faits notoires, que j'abandonne aux propres réflexions de mes Lecteurs.

Quelles conjectures qu'on veuille induire des louanges éclatantes et des reproches que les mêmes hommes, à différentes époques, ont amoncélés sur *M. Hastings*;

qu'on attribue ces variations à l'intérêt privé, au caprice, à l'ambition trompée, ou à la passion du moment; que des hommes dépouillés de grands profits qu'ils présumaient s'être assurés leur vie entière, attribuent leur disgrâce à l'ancien Gouverneur-Général de Bengale, et le poursuivent par esprit de représailles; que certaines personnes, suivant l'observation de *M. Shéridan*, éprouvent de la satisfaction à voir rabaisser un homme, à l'assistance duquel ils doivent la défaite d'un parti puissant qui les eût renversés; quelques soient enfin les motifs de ceux qui ont concouru à amener *M. Hastings* au jugement des Pairs, ce n'est plus le moment de les approfondir. Tout ami de *M. Hastings* et de l'humanité doit se féliciter de voir cette cause soumise à une justice compétente, et dans la confiance qu'inspirent sa profonde sagesse et son impartialité, la nation attendra, avec calme, l'Arrêt décisif que prononcera le plus auguste Tribunal de la Grande-Bretagne.

NOTES ET ÉCLAIRCISSEMENTS DU TRADUCTEUR.

P. 10. *Remerciemens réitérés de la Direction et des Actionnaires de la Compagnie des Indes à M. Hastings.*

Pour infirmer ces témoignages solennels d'approbation, on a prétendu qu'ils étaient l'ouvrage de l'intérêt personnel, des amis de M. *Hastings* dans la Compagnie, et de l'ignorance de cette Compagnie sur ses vrais avantages. D'abord, des assertions aussi vagues ne contrebalanceraient point aux yeux d'un homme impartial, le poids d'actes formels et de remerciemens itératifs, émanés d'un corps nombreux, après de mûres délibérations. Ensuite, comment oser citer l'insinuation de l'intérêt personnel dans des résolutions, prises postérieurement aux événemens qui forment le sujet des charges contre M. *Hastings* ? S'il eût enrichi aux dépens de ses supérieurs, lui et ses créatures ; si, réellement il eût dépeuplé et spolié les établissemens de la Compagnie ; s'il l'avait exposée à la ruine et au déshonneur, ne serait-elle pas la plus ardente à demander vengeance d'un Administrateur infidèle ? De deux choses l'une, ou la Compagnie est composée de 1400

Actionnaires stupides , ou les Accusateurs de *M. Hastings* en imposent au public. Lorsque ces derniers enlevèrent les places du Ministère en 1783 , les actions de la Compagnie tombèrent à 118 ; elles se relevèrent à 171 , dès que MM. *Burke, Fox, North, Sheridan*, etc., furent exclus du Gouvernement ; ce fait seul indique l'opinion qu'avait le public, des lumières de ces Ministres sur l'administration des intérêts de l'Inde : les fautes réunies de la Direction depuis dix ans , les dangers de la guerre , l'énormité de ses dépenses n'occasionnèrent pas , à beaucoup près , une pareille dépression des fonds publics. Quant aux amis de *M. Hastings* dans l'assemblée des Actionnaires , quelques nombreux qu'on les suppose , on ne persuadera jamais que leur influence pût entraîner les cinq sixièmes des Opinans , à applaudir et à sanctionner une administration qui aurait si évidemment lésé leurs intérêts.

P. 17. *Avis reçu par M. Hastings au mois de Juillet 1778 de la rupture entre la France et l'Angleterre.*

Cet avis , et le second de même nature au mois d'Août de la même année , décidèrent le Gouverneur - Général à fixer les subsides extraordinaires qu'exigeait la guerre ; de-là

l'imposition militaire sur *Chey-Sing*, Tributaire et Feudataire de la Compagnie. M. Fox, et avant lui les Rédacteurs des charges d'*impeachment*, ont représenté cette demande comme faite en *pleine paix*, et sur de *prétendus* avis d'une rupture. Cependant, personne n'ignore à Londres qu'au mois de Février 1778, le Gouvernement dépêcha un exprès dans l'Inde par la voye de Marseille, d'Alexandrie et de Suès; que ce Courier remit son paquet au Caire à M. *Baldwin*, qu'en conséquence de cet avis *anticipé*, le Gouverneur de Madras fit attaquer *Pondichery*, etc. Le départ de ces dépêches fut annoncé dans toutes les gazettes de Londres, qui tracèrent même l'itinéraire du porteur. Conçoit-on qu'après une pareille notoriété, on ose maintenant traiter de fable cet avis, et bâtir une accusation criminelle à la face de l'Angleterre, sur un démenti à l'évidence?

P. 18. *Premier chef d'accusation concernant l'affaire de Benarès.*

L'examen de cette affaire, débarrassé du fatras polémique, des amplifications oratoires et des affirmations sans preuves, repose sur des élémens très-simples.

J'ai peu de choses à ajouter aux excellentes observations de l'ouvrage qu'on vient

de lire touchant l'existence du gouvernement féodal en Orient. Cette féodalité n'est distinguée de celle qui regnait en Europe dans le 12^e., 13^e. et 14^e. siècles, que par un asservissement plus marqué du Vassal au Suzerain : la puissance despotique de celui-ci en Asie reconnaît peu les limites qui bornaient l'autorité du Chef sur notre ancienne hiérarchie féodale. Les Hospodars de Moldavie et de Valachie, les Princes de Georgie et de Circassie, etc., exercent les droits de souveraineté dans leurs Etats ; mais leur indépendance reste soumise envers le Grand-Seigneur à trois conditions fondamentales ; la prestation d'hommage, le tribut ordinaire, le service militaire en tems de guerre. Consultez *Chardin* ; vous verrez le même régime en Perse. Depuis quatre cens ans les loix Persannes gouvernent l'Indostan. Avant la dissolution de l'Empire Mogol depuis 30 ans, les dignités féodales y étaient amovibles, et les Vassaux n'y paraissaient que des Officiers de l'autorité souveraine. Lorsque les Soubas et les Nababs usurpèrent leur indépendance, ils maintinrent dans la subordination dont ils s'affranchissaient, leurs Tributaires et leurs Vassaux. Aucune loi n'étendit les droits de ces derniers ; ils sont restés soumis à l'usage

éternel et au gouvernement ancien. Dans un système politique où ces Soubas et ces Nababs eux-mêmes, premiers représentans du Souverain, et ensuite ses successeurs, se voyaient fréquemment déposés au plus léger prétexte, qu'était-ce donc de cette multitude de petits Gentilshommes Gentoux qu'on nomme des *Rajas*, de Zémindars et d'autres Officiers civils, employés à la perception des revenus, soit en qualité de Fermiers, soit en celle de Collecteurs; soit à titre d'hérédité dans leurs familles, soit à titre de concession momentanée ?

Les Anglais ne tinrent point la Souveraineté de Benarès d'un acte de Parlement; ce n'est pas un acte de Parlement qui fixa leur autorité sur le Tenancier de la Province. Le Nabab d'Oude leur transmit ses droits; ils durent les exercer d'après les loix et les usages de la Contrée, non d'après les opinions de *Puffendorf* ou de *M. Burke*. De tout tems, sous les Princes réputés justes, comme sous les tyrans, on vit des Vassaux, et à plus forte raison de simples Zémindars dépossédés : la plupart des grands Zémindariats du Bengale ne sont même formés que des dépouilles réunies de divers Zémindars particuliers. Sans doute on est fondé à exiger de l'administration de Calcutta, que lors-

qu'elle exerce de pareilles destitutions, elle le fasse sur des principes de justice. Les accusateurs de M. *Hastings* devaient donc établir par des preuves solides, qu'injustement M. *Hastings* avait soumis *Chey-Sing* au subside militaire, que ce subside est confondu en Orient avec le tribut ordinaire, que *Chey-Sing* ne l'avait refusé que par impuissance, que sa désobéissance à l'heure du danger, ne donnait pas au Suzerain le droit de l'en punir, ni une révolte armée celui d'expulser le Tributaire. Aucun de ces articles n'a été prouvé, ni par les documens écrits, ni par les dépositions.

P. 57. *L'Indostan est gouverné par ses loix et coutumes, non par celles de l'Angleterre.*

Dans l'introduction de la cause, M. *Burke* n'a pas manqué de saisir ce texte de déclamation. « M. *Hastings*, a-t-il dit, substitue » une *moralité géographique* aux principes » éternels de justice; ce qui, sous un climat, » serait un acte de péculation et de tyrannie, » lui paraît sous un autre un acte légitime; » dès qu'on a passé la ligne, l'essence des » choses n'est plus la même, et on doit » perdre toute idée de morale et de religion; la souveraineté dans les idées de M. » *Hastings*, est le pouvoir arbitraire; mais

» c'est le devoir d'un Gouverneur de main-
 » tenir partout les loix anglaises en vigueur,
 » et non de se conformer aux opinions et
 » aux coutumes opposées, etc. »

Alvarès dans la belle tragédie d'*Alzire*,
 avait dit cela avant M. *Burke*, et avec en-
 core plus d'éloquence ; mais un procès cri-
 minel ne se juge pas sur des tirades poétiques.

« Vous prétendez , répondrait M. *Has-*
 » *tings* , que j'ai dû conduire l'Indostan sur
 » les loix anglaises ? Et à quelle époque ,
 » je vous prie , avez vous donné les loix
 » anglaises à l'Indostan ? A quelle époque
 » avez vous statué que , dorenavant la grande
 » charte devait être substituée au gouverne-
 » ment Mogol , dont nous tenons nos
 » possessions asiatiques ? Si jamais des
 » Orientaux fesaient une invasion en An-
 » gleterre , trouveriez vous *juste* qu'ils en-
 » fermassent vos femmes dans des Harems ,
 » qu'ils vous fissent circoncire , qu'ils infli-
 » geassent la bastonnade aux perturbateurs
 » qu'ils trouveraient dans les rues , etc. ,
 » sous prétexte que la voix de la raison est
 » la même sous toutes les latitudes , et que
 » des actes sensés et légitimes à Ispahan ,
 » doivent l'être également à Londres ? Si
 » le Roi d'Angleterre vous cédait l'Electorat
 » d'Hanovre , que diriez-vous d'un Gouver-

» neur Anglais qui usurperait les droits de
 » vos vassaux Allemands , parce que la hié-
 » rarchie féodale est détruite dans votre isle ?
 » Pourquoi , enfin , accusez-vous le Chevalier
 » *Elijah - Impey* d'avoir jugé *Nunducumar*
 » d'après les loix anglaises , à l'instant où
 » vous accusez *M. Hastings* de n'avoir pas
 » régi l'Inde d'après ces loix ? »

Il est même assez remarquable qu'ici , les deux principaux chefs d'accusation soient légitimés par des exemples tirés de l'histoire très-moderne de la Grande - Bretagne. Les Bills d'*Attainder* , les loix d'*expost facto* , les suspensions d'*habeas corpus* , n'équivalent-ils pas au droit de déposséder un Zémindar révolté ? *M. Hastings* mit-il à prix les têtes de *Cheynt-Sing* et des *Begums* , comme celle du Prétendant le fut en 1745 ? Confisqua-t-il les droits des Zémindars et les fiefs des Rajas , comme on confisqua ceux des Lords Ecossais à la même époque ? Lorsque le Parlement s'est aussi heureusement servi du droit de la nécessité ou de la convenance urgente , quand les occurrences l'ont exigé , il attribuerait à l'Inde le privilège d'être exempté de semblables expédiens !

Est-ce bien le même Corps qui arma contre *Jacques II* sa fille et son gendre , qui détrôna ce Monarque par les mains de

Guillaume et de Marie, qui le dépouilla, non-seulement de la Couronne, mais encore de ses biens patrimoniaux, qui s'empara de ceux de la Reine, de sa dot, de son douaire encore à restituer; est-ce, dis-je, ce même Parlement qui recherché en cérémonie si le Nabab d'Oude a eu tort ou raison d'enlever à sa mère des trésors dont elle ne devait être que la dépositaire? Qu'eussent dit les Whigs il y a un siècle, si, au moment où l'on réclama les secours de la Hollande, d'après l'alliance des deux Etats, pour affermir l'expulsion de *Jacques II*, le Grand Pensionnaire eût opposé à cette réclamation les droits de la nature, qui interdisaient à la République de soutenir une fille qui détrônait son père? Ces Whigs si ardens eussent demandé la tête du raisonneur, et ils l'auraient obtenue.

Nunducomar.

La Chambre des Communes allant prononcer sur le jugement de cet homme qu'on accuse le Chevalier *Elijay Impey* d'avoir fait périr par complaisance pour *M. Hastings*, nous nous abstiendrons d'aucun examen de cette accusation; mais voici, en deux mots, l'opinion de l'Inde, et l'histoire de ce *Nunducomar*.

Il était Raja, titre d'honneur parmi les

Gentoux, qui n'en est pas toujours un de puissance. On a vu de ces Rajas tellement misérables, qu'ils vendaient leurs filles à des Collecteurs Anglais pour leur serrail. Aucun homme n'eut dans l'Inde, à un plus haut degré que *Nunducomar*, la réputation de fourberie et de méchanceté. M. *Bolts* (Etat civil et politique du Bengale, T. I, p. 84), qu'on n'accusera pas de dénigrer les naturels de l'Inde pour obliger les Anglais, parle de ce *Nunducomar* comme d'un intrigant, coupable d'une noire perfidie envers *Meer Jaffier*. Depuis, et lorsque ce Raja apprit l'avènement de M. *Hastings* à la présidence de Calcutta, il entreprit de se faire donner la place de *Mohammed-Reza-Cawn*, Directeur des Finances du Soubah de Bengale; il fabriqua deux lettres, l'une de la mère, l'autre de l'oncle du jeune Soubah, avec leur sceau et leur signature contrefaites, adressées à M. *Hastings*. Dans ces dépêches, leurs prétendus auteurs se plaignaient amèrement de *Mohammed-Reza-Cawn*, et recommandaient *Nunducomar*, comme le personnage le plus propre à le remplacer. La fraude fut découverte, et le scélérat qui l'avait commise, députa son gendre à la mère du Soubah, pour implorer sa grace. Ses calomnies ayant été artificieusement propagées, la Compagnie, quelque tems après,

ORDONNA à M. *Hastings* d'employer *Nunducomar* à espionner la conduite de *Mohammed-Reza-Cawn* : il obéit avec toute la défiance que lui donnait le caractère notoire de l'homme dont on le forçait de se servir. Le délateur du Ministre du Soubah devint celui de M. *Hastings*, et ce fut ce même intrigant diffamé que la majorité du Conseil de Calcutta fit paraître en 1775, avec une liste d'accusations contre le Gouverneur-Général. M. *Hastings* dédaigna de répondre à un fourbe, dont les impostures habituelles étaient connues de tout l'Indostan : il soumit sa conduite à la Cour des Directeurs ; MM. *Dunning*, *Adair* et *Smith*, Conseils de la Compagnie à Londres, et Jurisconsultes respectables, examinèrent les déclarations de *Nunducomar*, et décidèrent qu'elles se détruisaient elles-mêmes, en particulier par la manière étrange dont elles avaient été produites. Ce fut pour un autre faux que celui dont nous venons de parler, que *Nunducomar* subit ensuite le dernier supplice.

Vaisseau Danois porteur de la fortune de M. Hastings.

On a parlé fort inexactement dans le Public de cette anecdote, dont les particularités, infiniment curieuses, ne sont connues que d'un très-petit nombre de personnes : nous

ne devons en exposer ici qu'un précis abrégé.

Il s'était répandu qu'un ancien Ministre étranger, actuellement domicilié à Londres, avait dit dans un dîné chez *M. Crawford*; où se trouvaient des convives de la plus grande distinction, que les Fermiers généraux de France, durant l'administration de *M. de C.*, sollicitèrent une diminution de droits sur l'entrée de marchandises du Bengale, arrivées à Copenhague et appartenantes à *M. Hastings*; qu'elles formaient une valeur de quatre cent mille liv. sterl. soit de dix millions tournois, et qu'ainsi il fallait ajouter cette somme à celle de soixante mille liv. sterling énoncée dans une déclaration sousserment, remise l'année dernière au Grand Chancelier par *M. Hastings*, comme faisant la totalité de sa fortune.

Déjà les accusateurs de *M. Hastings* avaient combiné leur plan sur ce rapport, lorsque le lendemain, il parvint aux oreilles de l'accusé. Il était naturel que le Ministre compromis fût sommé de déposer à la barre des Pairs sur la vérité du propos qu'on lui attribuait; mais cette mesure, déjà préparée, devint inutile, par le désaveu de l'imputation. Le Personnage à qui on l'avait prêtée, déclara par écrit qu'elle était fausse, et que le fait sur lequel elle portait, était dépourvu non-seulement de toute authenticité, mais encore de toute vrai-

semblance. Le précis de cette déclaration fut imprimé le lendemain de sa signature, dans le *World*, dans le *Public Advertiser*, etc., et qui que ce soit n'en a appelé. — Les marchandises en question appartenaient à la Compagnie Danoise; les factures et les contrats de vente sont munis de la signature d'un de ses Directeurs; elles furent dans le tems affichées au Café de *Lloyd's*, à Londres, sous permission tacite de la Compagnie Anglaise, par deux Brocanteurs connus, MM. *Mackenzie* et *Durand*; et si jamais fait a été clair, ou susceptible de clarté, c'est assurément celui sur lequel on a si légèrement exposé la loyauté connue d'un Personnage, dont les discours sont trop mesurés pour avoir donné lieu à des interprétations si calomnieuses.

Nous pourrions étendre immensément ces Notes, si nous les remplissions des faits singuliers de tout genre, que présente ce Procès, et qui acheveraient de démontrer les insignes faussetés dont regorgent les Papiers publics et les Pamphlets polémiques sur cette affaire; mais elle n'est pas terminée, et nous promettons une suite de cet Ouvrage, qui sera rédigée sur des matériaux aussi authentiques que ceux dont nous nous sommes servis.

F I N.

